

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

## SOMMAIRE

Le VII<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'octobre. — Sur la situation internationale (*fin*) (*Staline*). — Thèses sur le Programme municipal du Bloc Ouvrier et Paysan (*Le Comité Directeur du Parti Communiste Français*). — Thèses sur le Travail paysan du P. C. F. (*Le Comité Directeur du P. C. F.*). — Congrès National du Parti, du 17 au 21 janvier 1925, à Paris. — La discussion

dans le Parti Communiste Tchécoslovaque (*D. Manouïlski*). — La mauvaise récolte en Allemagne et le mouvement des petits paysans (*Georgi*). — M. Branting au Pouvoir (*A. Hansen*). — Chronique des Cellules : Rapport du Rayon d'Ivry (*Le Secrétaire*) ; Echangeons nos expériences (*Le Secrétaire*).

# Le VII<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre

## Thèses pour l'agitation et la propagande

I  
Le septième anniversaire de la révolution d'octobre et du pouvoir des Soviets est à la fois la fête du Proletariat de Russie et des travailleurs du monde entier. Contrairement aux prophéties d'une chute rapide du pouvoir des Soviets, malgré une action militaire acharnée poursuivie contre lui par les armées de quatorze pays (Angleterre, France, Amérique, Tchécoslovaquie, Allemagne, Japon, Roumanie, Pologne, etc...), malgré le blocus économique, malgré les conspirations contre-révolutionnaires des blancs, des menchéviks et des s.-r., en dépit même des calamités naturelles (famine, inondations) qui se sont abattues sur le pays épuisé par la guerre mondiale et civile, la République des Soviets s'affermi, soulevant la colère du capital mondial et éveillant les sympathies toujours plus fortes des travailleurs. La mort de celui qui a fait et dirigé la révolution d'octobre, du grand conducteur des ouvriers, Lénine, a été une perte immense pour la classe ouvrière du monde entier, mais avant tout pour les ouvriers russes. Elle n'a pourtant pas semé la consternation. Des forces nouvelles ont surgi de la masse ouvrière, 200.000 membres nouveaux sont entrés dans le Parti communiste russe. La révolution d'octobre va de l'avant dans la voie qu'elle a choisie. Parmi ses ennemis, la décomposition se poursuit (Savinkov).

### II.

Nous fêtons le septième anniversaire de la 1<sup>re</sup> République Soviétiste au moment où la dictature de la réaction a dû être remplacée, en raison de son impuissance, en Angleterre et en France, par une

nouvelle forme de gouvernement justifiée au moyen de phrases démocratiques pacifistes. L'impérialisme continue sa politique de rapine en Chine, en Asie centrale, en Afrique, opprimant les peuples de l'Orient et réprimant les mouvements nationaux-révolutionnaires. La République des Soviets, qu'il a été obligé de reconnaître, lutte pour s'affermir et tend une main secourable aux peuples opprimés de l'Orient.

### III

La Révolution d'octobre a réalisé les aspirations de la classe ouvrière révolutionnaire du monde entier : elle a établi la dictature du prolétariat sur le territoire de l'ancien Empire de Russie, qui embrasse le septième du globe. Les conquêtes de cette révolution sont inviolables.

a) Alliée aux paysans pauvres, la classe ouvrière russe a renversé le pouvoir des propriétaires fonciers, des capitalistes et de leurs serviteurs, les menchéviks et les s.-r.

La révolution a détruit l'appareil de l'Etat bourgeois. Au lieu de la « démocratie » trompeuse de la bourgeoisie, dissimulant la dictature du capital (Kerenskysme), la révolution a basé le pouvoir sur la démocratie véritable, celle des Soviets (Conseils) de députés ouvriers, paysans et soldats rouges, élus annuellement par les masses. Par les Soviets, des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans d'avant-garde sont appelés à prendre une part active à l'administration de l'immense pays.

Abolissant l'infériorité légale de la femme — cette honte — la révolution d'octobre a appelé les femmes à travailler dans les syndicats et les So-

viets, etc., sur un pied d'égalité complète avec les hommes.

b) La République des Soviets marche à grands pas vers le socialisme. Elle a exproprié les expropriateurs. Les fabriques, les usines, les mines, les forêts, les moyens de communications, les Banques, la terre ont été déclarés propriété des travailleurs et remis à la gestion des Soviets. Afin de cimenter l'alliance révolutionnaire avec le paysan, la classe ouvrière a donné la terre en jouissance aux cultivateurs travaillant eux-mêmes. La raison de la prédominance de la petite économie paysanne et de l'impossibilité pour l'Etat d'unir sous sa direction dès le début toute l'activité économique du pays, le pouvoir des Soviets a admis le commerce privé, la remise en concession à des capitalistes d'entreprises industrielles, afin de hâter l'accroissement des forces de production du pays. Mais la dictature prolétarienne a conservé entre ses mains les principaux facteurs dominants de l'industrie, les Banques, les voies de communication et le monopole du commerce extérieur. Le pouvoir des Soviets concentre son énergie sur le développement de l'industrie et du commerce étatisés : il édifie, sous la direction du prolétariat, le mouvement coopératif afin de préparer ainsi la direction intégrale de toute l'activité économique du pays et sa réorganisation totale sur des bases socialistes.

c) La révolution a supprimé le joug national. Elle a aidé les peuples hier encore opprimés par le tsarisme à créer leurs républiques soviétistes nationales ; ces républiques, elle les a toutes réunies en une puissante « Union des Républiques Soviétistes Socialistes ». Les peuples de l'Orient musulman : Tatar, Bachkir, Khirgize, Ouzbek, Turcoman, dont les frères sont opprimés et exploités par les gouvernements « démocratiques » et « pacifistes » de l'Angleterre, de la France et de l'Italie fasciste, sont devenus des membres égaux de l'Union. La République des Soviets a aidé tous les peuples coloniaux et semi-coloniaux (la Turquie, la Chine, l'Afghanistan, la Perse) et a été ainsi d'un grand secours au mouvement révolutionnaire des peuples de l'Orient contre l'impérialisme mondial.

d) La journée de huit heures, les assurances sociales et toutes les prérogatives de la classe ouvrière prévues par le Code du Travail sont inviolables.

e) La justice est administrée par le prolétariat qui, veillant avec vigilance à la sauvegarde des conquêtes de la révolution, réprime impitoyablement tous les crimes contre le régime et les droits de la classe ouvrière.

f) L'instruction publique de même que la presse qui, avant la révolution, étaient le monopole du capital et des propriétaires fonciers et servaient à obscurcir la conscience des travailleurs, ont été placées par la révolution d'octobre sous la direction de la classe ouvrière victorieuse, et transformées en instruments d'éducation communiste.

g) L'armée rouge se fortifie et se lie de plus en plus intimement aux travailleurs de l'Union.

#### IV

La République des Soviets a dû, dans la première période de son activité, travailler au milieu de la détresse économique et de dévastations résultant de la guerre impérialiste, des interventions militaires et du blocus. Sans appui extérieur, grâce au seul travail intense de la classe ouvrière émancipée et des paysans, le pouvoir des Soviets est parvenu à augmenter sensiblement le bien-être des ouvriers et des paysans. Surgit à la suite de la première guerre impérialiste (1914-1918), de la débâ-

cle de l'économie capitaliste mondiale et de la faillite du pouvoir bourgeois et social-traitre (gouvernement Kerenski), la Révolution russe d'Octobre fut la première victoire de la révolution prolétarienne mondiale sur le monde bourgeois ; les travailleurs russes ont formé le détachement d'avant-garde du prolétariat mondial en lutte pour le communisme.

#### V

Maintenant que, par suite de la trahison des social-démocrates d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Hongrie, toutes les conquêtes d'après-guerre de la classe ouvrière sont annihilées, maintenant que la classe ouvrière est livrée, pieds et poings liés à la bourgeoisie, la République des Soviets est son unique appui ainsi que celui des peuples opprimés de l'Orient.

Aussi, l'un des devoirs principaux de toute la classe ouvrière est-il celui de soutenir la République des Soviets contre le monde bourgeois.

#### VI

Dans le monde entier la classe ouvrière a, dès les premiers jours, accueilli la révolution d'octobre avec enthousiasme ; puis l'a défendue contre les attentats de la bourgeoisie et de la social-démocratie. Lors de l'agression polonaise contre la République des Soviets, les ouvriers anglais ont créé des Comités d'Action. Les ouvriers d'Allemagne et de Dantzig empêchaient le transit des armes que le capital mondial envoyait à la Pologne. Pendant la famine de 1921, les ouvriers de tous les pays ont créé le Secours Ouvrier International. Par sa lutte et son appui à la Russie des Soviets, la classe ouvrière a finalement obligé la bourgeoisie à renoncer à combattre la révolution ; elle a contribué à amener une partie des gouvernements européens : ceux de Grande-Bretagne, d'Italie, de Norvège, de Suède, de Grèce, de France, à reconnaître le pouvoir des Soviets. La classe ouvrière anglaise lutte pour la ratification du traité anglo-soviétiste, pour l'aide matérielle à la République des Soviets (emprunt), pour obliger le Labour Party à imposer le traité anglo-soviétiste.

#### VII

La débâcle de l'économie capitaliste mondiale et la nécessité pour elle de rétablir ses relations économiques avec un immense pays où règne la dictature prolétarienne ; d'autre part, la restauration économique de l'U.R.S.S. et la pression du prolétariat de tous les pays ont amené la reconnaissance de l'Union des Soviets par une série de pays. Ce fait consacre la transition à une nouvelle période, où le monde bourgeois, désespérant de détruire le pouvoir des Soviets, se voit obligé de reconnaître à côté du système économique capitaliste le système socialiste. La tâche du prolétariat révolutionnaire est de renforcer par tous les moyens les positions de la République des Soviets contre l'impérialisme, et de ne pas permettre à la bourgeoisie d'imposer au pays des Soviets des conditions contraires à son indépendance et à ses conquêtes socialistes.

#### VIII

Les parties de la II<sup>e</sup> Internationale, en Europe et en Amérique, fidèles à leur maître — le capital mondial — et s'efforçant d'affaiblir les sympathies toujours plus grandes des masses ouvrières envers la République des Soviets, se répandent en calomnies sur la soi-disant renonciation des Soviets aux aspirations socialistes, sur la détresse écono-

mique croissante de l'Union Soviétiste, sur la terreur exercée contre les travailleurs, etc. Les ouvriers conscients doivent donner aux traitres la réponse qu'ils méritent :

a) La nouvelle politique économique du pouvoir des Soviets qui a admis dans le pays la liberté du commerce et les concessions capitalistes, a conservé le pouvoir et l'hégémonie économique au prolétariat. Les ouvriers tiennent entre leurs mains toutes les entreprises plus ou moins importantes et les principales industries, les voies de communications, les Banques ; ils s'efforcent d'évincer le commerçant. Le pouvoir des Soviets soutient tous les organes du commerce d'Etat et de la coopération dirigée par le prolétariat. De grands succès ont été atteints au cours de l'année qui vient de s'écouler.

b) La République des Soviets a besoin de l'appui économique de pays techniquement plus développés et plus riches, afin de restaurer son économie dévastée par la guerre. Les trahisons des socialistes, qui ont entravé la victoire de la révolution ouvrière en Europe, obligent le gouvernement des Soviets à conclure des traités avec les gouvernements bourgeois. La lutte que la délégation des Soviets à Londres a soutenue autour du traité anglo-soviétique, les clauses de ce traité et la colère qu'il a suscitée dans la bourgeoisie anglaise montrent que le gouvernement des Soviets a su maintenir les principes de la révolution d'octobre et l'indépendance de son pays. Le gouvernement des Soviets combat l'impérialisme mondial que soutient la II<sup>e</sup> Internationale.

c) Le gouvernement des Soviets ne peut pas désarmer devant la conjuration continue, fomentée par le capital mondial, des groupements contre-révolutionnaires. Il se défilait impitoyablement des ennemis du prolétariat, achetés par le capital. Le soulèvement de la Géorgie, acte de banditisme des menchéviks géorgiens, a montré ce que valent les déclarations répétées des menchéviks et des s.-r. renonçant à la lutte armée contre le pouvoir des Soviets. Le pouvoir des Soviets se défend contre ces actions par des mesures de répression. La classe ouvrière et les paysans pauvres jouissent, eux, de la liberté d'une classe dominante.

## IX

L'hypocrisie des social-démocrates allemands, français, anglais et autres. L'hypocrisie du soi-disant « pacifisme démocratique » apparaît clairement en ce qui concerne la République des Soviets. C'est le Labour Party anglais, parti le plus important de la II<sup>e</sup> Internationale, qui, représenté par le gouvernement MacDonald, s'est efforcé de rendre aux capitalistes anglais les propriétés que leur a ravies la révolution russe. Il a exigé de l'Union Soviétiste le paiement des dettes du tsar. Le parti « socialiste » français, qui soutient Herriot, suivra sans doute la même voie. Quant au traître américain Gompers, il est l'appui principal de M. Hughes dans sa lutte contre la reconnaissance de la République des Soviets par l'Amérique.

La II<sup>e</sup> Internationale soutient les menchéviks géorgiens, les subsidie et proteste ensuite lorsque la République des Soviets se défend.

## X

L'incapacité de la bourgeoisie à régner par les méthodes de la violence non déguisée et du fascisme l'ont obligée à passer à un nouveau système, à ce qu'on appelle le « pacifisme démocratique » : la gauche du fascisme — la social-démocratie —

parvient ainsi au pouvoir et la dictature de la bourgeoisie impérialiste est voilée de phrases démocratiques sur la liberté, le désarmement, etc. La II<sup>e</sup> Internationale sème parmi les masses ouvrières des illusions sur la Société des Nations, créée par l'Entente victorieuse, organisation qui donnera — à l'en croire — au monde une paix stable et le désarmement. La Société des Nations s'est déjà avérée comme une organisation du capital impérialiste tendant à subjuguer les peuples vaincus dans la récente guerre et à faire peser sur le peuple allemand tout le poids de la restauration de l'économie capitaliste. On prépare déjà de nouveaux plans Dawes, non seulement pour la France, mais aussi pour la Russie des Soviets. Sous les drapeaux du pacifisme, se prépare une nouvelle intervention internationale du capital contre la Russie des Soviets. Le pacte contre la guerre, signé à Genève, n'est qu'une nouvelle tentative de sanctionner les victoires militaires de l'Entente et de préparer une agression armée contre la Russie des Soviets. Le désir de faire entrer l'Allemagne dans la S.D.N. vient du besoin d'assurer le transport des troupes françaises par le territoire allemand afin de soutenir la Pologne et la Roumanie, avant-garde armée de l'impérialisme mondial contre les Soviets. Et la social-démocratie allemande exige de son gouvernement qu'il adhère à la S.D.N. et participe à la préparation de cette action militaire future contre les Soviets.

## XI

Les phrases pacifistes des socialistes doivent dissimuler à la classe ouvrière les véritables appétits réactionnaires, fascistes de la bourgeoisie et de la II<sup>e</sup> Internationale. Tandis que se désagrègera l'économie capitaliste, la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie s'accroîtra, de même que les rivalités d'Etats impérialistes. Les guerres de l'avenir sont aussi infaillibles que l'était la guerre mondiale de 1914-1918. Dans sa haine de la classe ouvrière et de la révolution prolétarienne, le capital mondial tentera encore plus d'une aventure contre l'Union Soviétiste. Mais le pacifisme ne trompera pas la classe ouvrière et n'affaiblira pas sa vigilance.

## XII

La Révolution d'octobre a vaincu toutes les difficultés, parce que les ouvriers russes, dirigés par le Parti communiste bolchévik, ne se sont jamais laissés duper par les phrases de la démocratie et du pacifisme. Les ouvriers russes n'ont jamais cessé de voir le triomphe de leur cause dans l'action révolutionnaire armée et dans l'opiniâtreté de la classe ouvrière de tous les pays. Ils ont raillé les salauds banqués de la démocratie et montré au monde que les démocrates, les pacifistes, les menchéviks et les s.-r. russes étaient en réalité des agents de l'impérialisme contre-révolutionnaire au même titre que les généraux Youdenitch, Dénikine, Koltchak. Les ouvriers russes ont répondu à toutes les phrases pacifistes et démocratiques par l'insurrection de 1917, par la fondation de l'armée rouge ouvrière et paysanne, par des offensives acharnées. La cohésion et la résolution de la classe ouvrière, la direction de ses actions par un Parti communiste qui a su réaliser l'alliance du prolétariat et des paysans, l'armée rouge enfin, telles sont les causes principales du triomphe de la Révolution d'octobre.

Pour vaincre à leur tour, les travailleurs du monde ont à suivre cet exemple.

## Thèses complémentaires pour le travail de propagande intérieure

### I

La victoire de la Révolution d'octobre et la dictature du prolétariat en Russie sont le résultat de la coïncidence historique de toute une série de faits sociaux et politiques :

a) La décomposition générale de l'économie mondiale et la banqueroute du pouvoir bourgeois sur le terrain de la première guerre mondiale 1914-1918 ;

b) Une industrie fortement développée basée sur le capital étranger ;

c) L'état arriéré du despotisme tsariste, incapable de résister aux influences destructrices de la guerre ;

d) La faiblesse, sous tous les rapports, de la bourgeoisie russe, incapable de créer, sous le régime autocratique, un appareil solide de défense de l'Etat ;

e) Le grand mécontentement de la paysannerie dépourvue de terres ;

f) L'existence, dans les grands centres industriels, d'un prolétariat imbu d'une idéologie révolutionnaire aguerrie dans la lutte contre le tsarisme ;

g) Enfin, l'existence d'un fort parti marxiste révolutionnaire lié aux masses, le parti bolchevik.

Le dernier facteur a joué un rôle décisif dans la marche et la victoire de la révolution russe.

### II

En Europe, dans la période d'après-guerre, il s'est créé plus d'une fois des situations révolutionnaires qui auraient pu être mises à profit par le prolétariat pour renverser la bourgeoisie. En fin de compte, les défaites subies par la classe ouvrière d'Europe sont causées par l'inexistence de Partis communistes, capables de diriger le mouvement de la classe ouvrière jusqu'à complète victoire.

La « bolchévisation » des partis communistes est pour cette raison l'objectif principal de toutes les sections de l'I. C.

### III

L'essence de la « bolchévisation » des Partis communistes se résume actuellement en ceci :

1. Atteindre la clarté théorique et l'unité dans les questions de programme et de tactique ;

2. Réorganiser le Parti, afin de le rapprocher des masses laborieuses et le rendre capable, à tout moment, de diriger les actions économiques et politiques de la classe ouvrière. Ce but ne peut être atteint que par la réorganisation sur la base des cellules d'usines ;

3. L'étude, par tous les membres du Parti, des principes du leninisme, théorie et pratique marxistes de la révolution prolétarienne.

### IV

Le Parti communiste russe a toujours su unir l'intransigeance révolutionnaire et le contact étroit avec les masses laborieuses. La lutte pour la majorité de la classe ouvrière, l'utilisation des syndicats et même des mutualités, la création d'organes ouvriers, le lancement de mots d'ordre bien intelligibles aux masses, l'aptitude à les unir à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, — toutes ces méthodes ont concouru à procurer au Parti bolchevik sa victoire sur l'influence menchevique qui s'était introduite dans la classe ouvrière sous l'autocratie et après la chute de celle-ci. (Lancement de la « Pravda » sous l'autocratie, la lutte pour la conquête de la majorité dans les Soviets après la révo-

lution de février, conquête des syndicats à la veille d'octobre, etc.).

### V

Le P.C.R. a donné l'exemple d'une juste connexion des formes de travail légales et illégales. Il a su organiser son influence sur la classe ouvrière aussi bien dans l'illégalité tsariste que sous l'occupation allemande en Ukraine et sous les généraux réactionnaires Dénikine et Koltchak. Le P.C.R. a aussi largement utilisé toutes les possibilités légales ; il a, entre autres, donné un exemple remarquable de l'utilisation révolutionnaire du Parlement bourgeois. (La fraction ouvrière de la Douma.)

### VI

Devenant un parti marxiste intransigeant et se plaçant au point de vue de la dictature du prolétariat, le P.C.R. a compris le grand rôle qui incombe, à l'époque impérialiste, aux paysans. Les victoires de la révolution russe en février et octobre 1917, ainsi que toutes les victoires du pouvoir soviétique sur la contre-révolution russe et mondiale, furent le résultat de l'union, réalisée par les bolcheviks, de la classe ouvrière et de la paysannerie, sous la direction de la classe ouvrière et de son parti.

### VII

Etranger à tout nationalisme et libre de toute attache avec « sa » bourgeoisie nationale, le Parti bolchevik a su compter avec l'importance révolutionnaire des mouvements nationalistes et le danger contre-révolutionnaire de les ignorer. La défaite de tous les partis petits-bourgeois et nationalistes, la création de « l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques », la croissance de l'influence de cette Union sur le mouvement d'émancipation révolutionnaire des peuples de l'Orient sont les résultats de la juste tactique des bolcheviks dans la question nationale.

### VIII

L'intransigeance et la fermeté des bolcheviks n'ont jamais rien eu de commun avec aucun sectarisme, et n'ont jamais eu pour effet un attachement sectaire à l'une quelconque des méthodes révolutionnaires. L'étude attentive des moindres modifications de la situation économique et de la corrélation des forces sociales, la rapide adaptation de la tactique du Parti à ces conditions changeantes et, avec cela, l'unité du but — renforcement ou conquête des positions révolutionnaires — sont les facteurs auxquels la République des Soviets doit sa victoire. (La Paix de Brest-Litovsk en 1918, offensive contre Varsovie en 1920, nouvelle politique économique en 1920, etc.)

### IX

Par sa fermeté, son intransigeance et, en même temps, son élasticité révolutionnaire, le Parti bolchevik s'est formé des « cadres » fermes. Les bolcheviks n'ont jamais eu peur de la scission. Ils ont toujours aspiré à l'unité du Parti, mais seulement sur la base d'un programme et d'une tactique marxistes uniques. Les dissensions qui ont surgi dans leur Parti ont toujours été vidées à fond ; les bolcheviks ont toujours démasqué et jugé inexorablement les tendances, n'ont pas hésité à recourir à l'exclusion des éléments réformistes. Leur cohésion n'a pas été le résultat d'un accord entre plusieurs tendances coexistant au sein du même Parti ; c'a été la ferme unité de camarades professant

la même conviction et travaillant à la victoire révolutionnaire.

## X

Aspirant à l'influence sur les masses ouvrières et à la création d'un Parti communiste de masse, les bolchéviks n'ont jamais craint de rester en minorité dans la classe ouvrière. La logique de la lutte de classe révolutionnaire devant infailliblement faire triompher les communistes, avant-garde de la classe ouvrière.

## XI

La lutte idéologique dans les Partis communistes pendant toute l'existence de l'I.C. est le résultat des expériences de la classe ouvrière dans l'action révolutionnaire d'après-guerre. Les Partis de l'I. C. se constituent des cadres essentiels qui, à l'instar du P.C.R., seront liés aux masses, capables de s'opposer à l'influence bourgeoise et petite-bourgeoise et prêts à se mettre à la tête de la majorité de la classe ouvrière au moment de la lutte finale.

*Le Comité Exécutif de l'I. C.*

## Sur la Situation Internationale

(Fin)

### Le renforcement des éléments révolutionnaires dans le mouvement ouvrier européen

La victoire décisive de l'aile révolutionnaire des Partis communistes allemand, français et russe, la croissance de l'activité de l'aile gauche du mouvement travailliste anglais et enfin la croissance de la popularité de l'Union soviétique parmi les masses laborieuses d'Orient et d'Occident, sont les signes très marquants de l'instabilité du régime démocratico-pacifiste.

Les Partis de l'Occident se développent dans des conditions particulières. Ils se différencient les uns des autres par la composition de leurs éléments dont une partie a passé par la vieille école de la social-démocratie, tandis que les autres sont des jeunes qui n'ont pas été suffisamment trempés dans l'action révolutionnaire. Les cadres des Partis communistes occidentaux ne sont pas purement bolchevistes ; les postes responsables sont occupés par des éléments n'ayant pas encore eu le temps de se débarrasser définitivement des préjugés social-démocrates.

Ces Partis ont devant eux un puissant adversaire, la social-démocratie avec tous ses chefs et vieux roublards connaissant à fond le mouvement ouvrier et disposant encore d'une énorme influence dans la classe laborieuse.

Ils ont enfin contre eux un ennemi aussi puissant que la bourgeoisie européenne qui dispose d'un formidable appareil d'Etat et d'une presse toute puissante.

Penser que dans de telles conditions nos Partis d'Occident seront capables de renverser ou jour au lendemain le régime de la bourgeoisie, c'est se méprendre étrangement.

C'est pourquoi la tâche la plus urgente qui se pose, c'est de faire de nos Partis d'Occident des partis véritablement bolcheviks, c'est d'y forger des cadres révolutionnaires capables d'accomplir tout le travail du Parti dans un esprit d'éducation révolutionnaire des masses, dans le but de la préparation de la révolution.

Telle était la situation dans nos Partis communistes occidentaux il y a très peu de temps. Mais dans les derniers six mois la situation s'est améliorée sensiblement. Les résultats sont remarquables, il y a des changements dans la vie des Partis communistes ; nous constatons une liquidation définitive des survivances social-démocrates, une bolchevisation des cadres et l'isolement des éléments opportunistes. La triste expérience faite avec le gouvernement ouvrier de Saxe nous prouve quel danger représentent ces survivances ;

à cette occasion les chefs opportunistes tentèrent de transformer l'idée du front unique — moyen de mobilisation et d'organisation révolutionnaire des masses — en une méthode de combinaisons parlementaires social-démocrates.

Cet événement a ouvert les yeux aux masses du Parti et les a dressées contre les chefs opportunistes. La deuxième question qui a brisé l'autorité des leaders de droite et fait ressortir de nouveaux chefs, c'est la soi-disant question russe, c'est-à-dire la discussion dans le P.C.R. L'opposition russe était un défi aux masses du Parti et à l'aile révolutionnaire des P.C. d'Occident. Il est d'ailleurs étonnant que cet événement se soit terminé par la défaite totale des groupes Brandler et Souvarine. Il était tout naturel que cette affaire ait trouvé une répercussion dans tous les P.C. d'Occident. En fin de compte le courant opportuniste dans le P.C.R. a été isolé totalement. Le V<sup>e</sup> Congrès a seulement raffermi la victoire de l'aile révolutionnaire des sections essentielles de l'I.C.

Il est certain que les erreurs des chefs opportunistes ont joué un grand rôle dans le processus de bolchevisation des P.C. Mais, il est aussi certain qu'il y eut d'autres causes, beaucoup plus profondes : l'offensive capitaliste victorieuse de ces dernières années, l'abaissement du niveau de la vie des classes laborieuses, la croissance du chômage, l'aggravation des crises, la croissance de l'enthousiasme révolutionnaire dans les masses ouvrières. Les masses vont vers la révolution et elles demandent des chefs révolutionnaires pour les guider.

Ainsi le processus de la formation de P.C. bolchevistes occidentaux, pivots de la future révolution européenne, a effectivement commencé.

Les conditions de développement des syndicats occidentaux sont particulièrement mauvaises et toutes spéciales. Les syndicats se figent dans une activité purement corporative, ils sont opposés au socialisme, car, ayant surgi avant les Partis communistes et s'étant développés sans leur aide, ils sont habitués à l'« indépendance », ils placent leurs intérêts corporatifs au-dessus de la classe et voient toutes les grèves et toutes les luttes du point de vue du caissier et du bureaucrate. Ils sont imbus d'esprit conservateur et hostiles à toute initiative révolutionnaire, car ils sont dirigés par la vieille bureaucratie syndicale, protégée par la bourgeoisie et toujours prête à mettre les syndicats au service de l'impérialisme.

Enfin, ce sont ces syndicats qui, réunis dans l'Internationale d'Amsterdam, représentent la nombreuse armée du réformisme, sur laquelle

s'appuie le régime capitaliste actuel. Evidemment, il y a à côté des syndicats amsterdamiens des syndicats adhérant à l'I.S.R. Mais, une partie importante de ces syndicats révolutionnaires redoutent toute scission dans le mouvement syndical et restent au sein de l'Internationale d'Amsterdam et s'y soumettent à la discipline. Dans plusieurs grands pays (Allemagne, Angleterre, etc.) les amsterdamiens représentent la majorité de la classe ouvrière. Il ne faut pas oublier qu'Amsterdam groupe 14 millions d'ouvriers organisés. Penser qu'en Europe on pourra instituer la dictature du prolétariat *contre* la volonté de ces millions d'ouvriers, c'est se tromper lourdement, c'est quitter le terrain du léninisme, c'est se préparer une défaite inévitable.

Notre tâche consiste donc à conquérir ces masses à la révolution et au communisme, en les libérant de l'influence de la bureaucratie syndicale réactionnaire, ou en tout cas, chercher à leur faire prendre une position de neutralité favorable au communisme.

Telle était la situation jusqu'à ces derniers temps. Mais depuis quelques mois le tableau commence à changer. L'Angleterre est le berceau des syndicats étroitement corporatifs et conservateurs. Ils ont pu surgir à la suite des conditions particulières créées par l'hégémonie de l'Angleterre sur le marché mondial. Il n'est pas étonnant que les ouvriers anglais furent les premiers organisateurs des syndicats corporatifs. Aujourd'hui, l'hégémonie anglaise n'existe plus.

La destruction de ce monopole a eu lieu en connexion du développement du capital financier qui a engendré une lutte des plus puissants Etats pour le monopole de l'exploitation des colonies. Le développement impérialiste du capitalisme a réduit les privilèges de la couche supérieure de la classe ouvrière en Angleterre et même dans d'autres pays (Allemagne) dans la mesure où ils existaient avant la guerre.

Il ne faut pas oublier non plus que la guerre a sensiblement diminué la production de l'Europe. La production actuelle ne constitue que 70 % de la production d'avant-guerre. Cette diminution est une des causes de l'offensive acharnée et victorieuse du capital contre la classe ouvrière.

La diminution des salaires, le retour aux longues journées de travail, la longue série de grèves échouées — attestent une fois de plus de la trahison des bureaucrates syndicaux. Un chômage énorme et un mécontentement croissant contre les syndicats réactionnaires caractérisent la situation.

C'est sur ces faits que se basent l'idée du front unique dans la lutte économique du prolétariat et le plan d'union des deux Internationales syndicales en une Internationale seule, capable d'organiser la défense contre le capital.

Les discours des réformistes au Congrès de l'Internationale d'Amsterdam à Vienne (juin 1924), les pourparlers avec les syndicats russes, l'appel des syndicats anglais au Congrès des Trade Unions (septembre 1924) pour l'unité du mouvement syndical international sont l'expression de la pression des masses sur la bureaucratie réactionnaire. Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que les syndicats anglais, repaire de conservatisme et pivot principal d'Amsterdam, prennent l'initiative de propager l'union entre l'Internationale conservatrice et l'Internationale révolutionnaire. L'apparition d'éléments de gauche dans le mouvement trade-unioniste anglais signifie que

tout ne va pas pour le mieux « chez eux », à Amsterdam.

Certains camarades pensent que la campagne pour l'union des deux Internationales syndicales doit justement être menée en ce moment, parce qu'une gauche se désigne dans Amsterdam, gauche qu'il faut soutenir *sans condition*, de toutes nos forces, par tous nos moyens.

Cela est faux ou, plus exactement, c'est vrai en partie seulement. La question n'est pas là. Les Partis communistes de l'Occident deviennent des organisations de masses, ils se transforment en véritables partis bolcheviks, ils grandissent et ils marchent vers la prise du pouvoir dans la mesure où augmente le mécontentement des masses laborieuses. On dirait même qu'ils marchent vers la révolution prolétarienne, mais qu'il leur est impossible de renverser le pouvoir bourgeois, sans avoir renversé cet appui qu'est l'Internationale réactionnaire d'Amsterdam. Il est impossible d'instaurer la dictature, tant qu'on n'a pas conquis à la révolution cette citadelle bourgeoise qu'est Amsterdam.

Faire ce travail seulement du dehors est impossible. Nous ne pourrions atteindre notre but que par une combinaison intelligente du travail à l'intérieur avec celui du dehors tout en respectant l'unité.

Voilà pourquoi la question de l'unification des syndicats et de l'adhésion aux fédérations internationales d'Amsterdam devient une question vitale. Nous devons, naturellement, soutenir et pousser les gauches en avant. Mais la gauche d'Amsterdam ne nous apportera du renfort qu'autant que nous saurons maintenir le drapeau révolutionnaire dans les syndicats et critiquer les chefs de la gauche pour leur indécision dans la lutte contre les chefs réactionnaires.

Seule cette attitude de notre part peut préparer l'union réelle du mouvement syndical. Au cas où nous fléchirons il se produira la même situation qu'en Allemagne en octobre 1923, quand Levi et son groupe furent utilisés avec succès par les social-démocrates de droite afin d'isoler les ouvriers révolutionnaires allemands.

## La croissance de la popularité internationale de l'Union Soviétique

J'en viens à la croissance de la popularité de l'Union Soviétique parmi les peuples des pays bourgeois. L'influence et la sympathie de l'Union Soviétique parmi les masses laborieuses de l'Occident et de l'Orient croissant d'année en année, de mois en mois, est le fait le plus marquant de l'instabilité du régime démocratico-pacifiste. Je ne parle pas ici de la reconnaissance de la Russie de la part d'Etats bourgeois. Cette reconnaissance ne représente rien de particulier, car elle est dictée par les besoins de la concurrence capitaliste tendant à avoir une place avantageuse sur le marché de l'Union Soviétique ; elle est dictée ensuite par le programme « pacifiste » qui veut le rétablissement de « relations normales » avec la Russie soviétique, c'est-à-dire la signature d'un « accord » quelconque avec elle. Les « démocrates » et « pacifistes » actuellement au pouvoir ont détrôné leurs concurrents lors des élections parlementaires, sur la plate-forme de la « reconnaissance » de la Russie Soviétique. Il est très caractéristique que même Mussolini trouve nécessaire de se parer devant les ouvriers avec son

« amitié » pour la Russie Soviétique. Il n'est pas moins caractéristique que des brigands à l'instar des dirigeants actuels du Japon, ne veulent pas se passer de « l'amitié » de la République Soviétique. Nous ne parlons même pas de l'autorité colossale dont la Russie Soviétique jouit parmi les populations de la Turquie, de la Perse, de la Chine, de l'Inde.

Comment expliquer l'autorité sans pareille, la popularité si extraordinaire parmi les masses laborieuses du monde entier d'un pouvoir dictatorial et révolutionnaire, tel que le pouvoir soviétique ?

Par la haine que la classe ouvrière porte dans son cœur contre le capitalisme, par son désir de s'en libérer. Les ouvriers des Etats bourgeois sympathisent avec le pouvoir soviétique parce qu'il a renversé le capitalisme. Le représentant des cheminots anglais, Bromley, a dit au Congrès des Trades-Unions : « Les capitalistes savent que les regards du prolétariat du monde entier sont tournés vers la Russie et que, si la révolution russe triomphe, les ouvriers conscients des autres pays se demanderont pourquoi ils ne renverseraient à leur tour leur capitalisme. » Bromley n'est pas un bolchevik. Mais ces paroles sont l'expression des pensées et des désirs des ouvriers européens. Et, en vérité, pourquoi ne pas renverser le capitalisme européen, si les Russes se passent depuis sept ans de leurs capitalistes et ne s'en trouvent pas plus mal ? Ainsi la croissance de la popularité du pouvoir soviétique signifie la croissance de la haine de la classe ouvrière contre le capitalisme.

Cette popularité s'explique deuxièmement par la haine des peuples contre la guerre. Les populations savent que le pouvoir soviétique a ouvert le premier l'attaque contre la guerre impérialiste.

Elles voient que l'Union Soviétique est le seul pays qui mène la lutte contre la guerre.

La popularité des masses pour la Russie s'explique enfin par la haine des peuples coloniaux contre l'impérialisme sanguinaire et par leur désir de le briser. Le pouvoir soviétique a brisé les chaînes de son impérialisme « patriotique ». L'Union Soviétique est le seul pays basant sa vie sociale sur l'égalité et la collaboration des nations. Le gouvernement soviétique est le seul gouvernement au monde qui revendique l'indépendance, la liberté et la souveraineté de la Turquie et de la Perse, de l'Afghanistan et de la Chine, des pays coloniaux du monde entier. Les masses opprimées sympathisent avec l'Union Soviétique, car ils voient en elle un allié dans l'œuvre de la libération.

C'est ainsi que la croissance de la popularité internationale du pouvoir des Soviets signifie la croissance de la haine des peuples opprimés du monde entier contre l'impérialisme.

Tels sont les faits !

Il ne semble pas que cette haine nourrie par trois foyers soit particulièrement de nature à raffermir le régime « démocratico-pacifiste » de l'impérialisme contemporain.

Ces jours-ci, le ministre des Affaires étrangères d'Amérique, le « pacifiste » et partisan de Koltchak, Hughes, a fait une déclaration virulente contre l'Union Soviétique. Les lauriers de Poincaré ne laissent pas dormir Hughes. Mais il est très douteux que cette virulente déclaration de Hughes serve à autre chose qu'à renforcer l'autorité et l'influence de l'Union Soviétique parmi les masses laborieuses du monde entier.

Tels sont les faits essentiels qui caractérisent en ce moment la situation internationale.

I. STALINE.

## Thèse sur le Programme Municipal du Bloc Ouvrier et Paysan

### Caractère réel de la bataille municipale

Le Parti Communiste appelle tous les travailleurs de la ville et des champs à former le Bloc Ouvrier-Paysan, en vue des élections municipales du printemps prochain.

La lutte pour la conquête des municipalités ne peut être qu'un des aspects de la lutte que mène inlassablement le Parti pour le renversement de la bourgeoisie et la prise du pouvoir politique. Le Parti Communiste met loyalement les travailleurs en garde contre la naïve espérance de voir leur sort considérablement amélioré du fait qu'ils s'empareront de la municipalité de leur localité.

Pas plus que les parlements, les municipalités ne peuvent être des instruments de libération du prolétariat. Ils ne sont, entre les mains de la bourgeoisie, et au même titre que les appareils militaires et judiciaires, que des moyens d'assurer sa domination économique et sa dictature politique.

Dès qu'ils en auront la possibilité, les ouvriers et les paysans devront détruire, sans hésiter, ces instruments hypocrites de l'oppression bourgeoise pour leur substituer l'appareil de représentation directe de la masse productrice qu'est l'organisation soviétique, et qui peut seule assurer le pou-

voir des travailleurs. C'est dans l'usine, dans l'entreprise, aux champs, dans l'armée prolétarienne, dans leurs Soviets locaux, que les prolétaires éliront parmi eux, en choisissant les meilleurs et les plus dignes, les délégués, sans cesse responsables, sans cesse révoquables, qui, à tous les échelons de l'organisation soviétique, assureront le pouvoir exécutif et législatif et géreront les intérêts de la Cité.

### Importance politique des prochaines élections

Cependant, la prochaine bataille électorale pour les municipalités empruntera à l'ensemble de la situation nationale et internationale, si menaçante pour l'intérêt des travailleurs de la ville et des campagnes, une importance politique considérable.

Le capitalisme, aux prises avec les difficultés insurmontables issues de la guerre et entretenues par le heurt des impérialismes, a provisoirement hissé au pouvoir les représentants de la bourgeoisie « démocratico-pacifiste », dans le dessein de masquer pour un temps l'acuité de la dictature capitaliste. Cette situation ne peut durer.

Sous la pression des difficultés économiques, conséquences du plan Dawes et des plans subséquents, et grâce à la propagande, chaque jour accrue du Parti Communiste, guide du prolétariat, les masses, désabusées, perdront leurs illusions démocratico-pacifistes et devront nécessairement passer à la lutte ouverte. A ce moment, le capitalisme, chassant ses valets démocrates et social-démocrates, devenus inutiles, exercera délibérément lui-même sa dictature.

De plus en plus il sera d'un intérêt vital pour la bourgeoisie de s'assurer la maîtrise la plus complète des diverses institutions qui constituent l'ensemble de l'appareil d'oppression du capital dominant.

En conséquence, la tâche immédiate du Bloc Ouvrier-Paysan doit être la conquête des municipalités pour leur transformation en autant de bases révolutionnaires, destinées à servir de point d'appui à la classe ouvrière dans sa lutte acharnée contre le capitalisme.

La bourgeoisie ne s'y trompe pas. Un réseau de municipalités communistes dressé sur toute la surface du pays, soumis à la discipline de fer d'un Parti véritablement bolcheviste, intimement lié aux masses par l'intermédiaire des cellules d'entreprises, soutenant d'une façon systématique la classe ouvrière dans toutes ses formes de lutte, grèves, etc., constituerait un danger des plus graves pour la domination, en même temps qu'il serait, aux mains du prolétariat, une arme efficace pour préparer sa libération.

*C'est pourquoi la bourgeoisie se préoccupe dès maintenant de réaliser, contre le Bloc Ouvrier-Paysan, l'union de toutes les forces de conservation sociale, chefs socialistes compris.*

### La situation municipale présente

Dans la majorité des communes de France, la municipalité, quelle que soit son étiquette politique, est dirigée par un bourgeois : médecin, avocat, gros propriétaire terrien, gros commerçant, gros industriel, ou par un politicien d'idées jadis « avancées », et qui, tout en conservant son décor de socialisme, n'a plus d'autre objectif pratique, à la tête de la mairie, que de concilier la chèvre et le chou. Dans tous les cas, et surtout dans le dernier, la bourgeoisie, le capitalisme, la classe des riches y trouve son compte. Le pouvoir central, qu'il ait à sa tête un gouvernement de droite ou de gauche, exerce, par surcroît, à l'aide de ses préfets, et par application de l'autocratique et humiliante loi municipale de 1884, un contrôle tel sur la gestion des municipalités, que leur rôle administratif est à peu près dépourvu d'initiative.

Sous un prétexte de « bonne administration » dont la réputation leur en est faite, bien souvent, gratuitement et par de savants moyens de publicité artificielle, certains élus, socialistes conservateurs, sont, à leur poste de maire, d'adjoint ou de conseiller municipal, les meilleurs chiens de garde de la constitution bourgeoise et les serviteurs les plus obséquieux du pouvoir, dont ils attendent surtout des faveurs pour eux ou pour leurs créatures.

Ces petits-bourgeois, sous prétexte de neutralité politique, s'interdisent toute action virile en faveur du prolétariat, afin de ne pas s'attirer les foudres du pouvoir central ; mais, dès qu'un conflit met en opposition les intérêts patronaux et les intérêts immédiats de la population ouvrière et rurale, ils se souviennent qu'ils appar-

tiennent à la bourgeoisie et ils s'emploient de leur mieux à sacrifier les intérêts des consommateurs, des usagers, des travailleurs, aux exigences des hommes d'affaires qui élèvent leur fortune en mettant au pillage les budgets communaux.

Le contrôle des autres conseillers est, le plus souvent, illusoire ; ils ne connaissent généralement la vie municipale que par les informations techniques et déformées ou par les rapports techniques plus ou moins truqués qu'il plaît au maire de leur soumettre. Seuls les élus municipaux du Bloc Ouvrier et Paysan sont outillés pour exercer un contrôle efficace des intérêts de la population ; seuls ils ont à leur disposition les multiples compétences que le Parti Communiste sait faire sortir de la foule des sympathisants ; seuls ils sont organisés pour étudier les questions municipales en collaboration avec les classes ouvrières et paysannes qui, de plus en plus, participent au travail parlementaire et municipal du Bloc Ouvrier et Paysan.

Les municipalités bourgeoises ne sont jamais neutres. Elles n'ont que le souci de défendre les intérêts de leur classe. *Les municipalités du Bloc Ouvrier-Paysan ne se soucieront, au contraire, que des intérêts de la population laborieuse.*

### Le Parti communiste et l'action municipale

Dans les Conseils municipaux, comme au Parlement, comme dans les syndicats, dans les coopératives, à l'usine, aux champs, au bureau, le Parti Communiste veut agir pour défendre énergiquement la classe ouvrière et petite-paysanne, ainsi que la partie non fortunée des classes moyennes.

Mais, tandis que les chefs socialistes, entièrement soumis au pouvoir bourgeois, prétendent tirer de la seule « administration municipale » des avantages pour la population de la commune ou de la ville, le Parti Communiste entend appliquer là un programme autrement large et autrement efficace, au bénéfice de la classe ouvrière et petite-paysanne.

Entre les mains des travailleurs honnêtes, dirigés, conseillés, contrôlés et soutenus par l'organisation communiste, une municipalité doit devenir, malgré les restrictions de la loi, une base tout à fait sérieuse pour les luttes quotidiennes de la classe exploitée.

En dehors des droits restreints que lui laisse la loi bourgeoise, par le fait de sa volonté de défendre énergiquement et autrement que d'une manière conventionnelle les intérêts des travailleurs, une municipalité a surtout ceux qu'elle s'attribue.

Le Parti Communiste ne veut pas seulement faire jouer à plein toute l'organisation municipale en faveur de la lutte contre la vie chère, contre les taudis, contre les maladies sociales : tuberculose, cancer, syphilis et maladies infantiles qui déciment les classes déshéritées, contre l'écrasement des travailleurs et des classes moyennes par les impôts et les taxes de toutes sortes, contre la cession scandaleuse des services publics aux consortiums de la grande industrie et de la haute Banque, pour le développement du sport ouvrier et, d'une façon générale, contre tout ce qui s'oppose à l'intérêt du prolétariat et pour tout ce qui peut le servir. Il veut faire de chaque mairie un point d'appui révolutionnaire. Il veut utiliser le pouvoir de gestion, même très limité, de ses élus pour contribuer, non seulement à la défense mais à l'organisation de la masse. Il entend que les quelques prérogatives particulières dévolues

à une municipalité soient mises en permanence au service de la classe ouvrière et paysanne, sur laquelle le Conseil municipal du Bloc Ouvrier-Paysan s'appuiera exclusivement.

Une municipalité du Bloc Ouvrier-Paysan doit intervenir avec tous ses moyens pour soutenir telle ou telle partie de la classe ouvrière en grève ou en bataille, sous une forme quelconque, pour l'amélioration de sa condition de vie, ou pour l'obtention d'une revendication d'ordre municipal ou autre.

Elle prendra des délibérations en faveur de la classe laborieuse sans s'inquiéter du veto préfectoral. Elle n'hésitera pas à entrer en conflit avec le pouvoir central et à *dresser au besoin contre lui la ligue des municipalités ouvrières et paysannes.*

Elle amènera ainsi les travailleurs qui ont conservé leurs illusions réformistes à constater eux-mêmes que, chaque fois qu'on tente d'user de la démocratie bourgeoise pour défendre leurs intérêts, le pouvoir politique s'y oppose brutalement.

Une municipalité du Bloc Ouvrier-Paysan se préoccupera de favoriser l'organisation armée des travailleurs et des paysans contre les bandes fascistes qui viendraient à menacer par la violence les organisations économiques et politiques du prolétariat et, finalement, dans les conjonctures révolutionnaires, contre les forces groupées du capitalisme.

L'appareil municipal de la bourgeoisie est, à tous les points de vue, un appareil grossier. Le système électoral qui le fait mouvoir est lui-même illogique et boiteux. *Il est anormal que des gens qui ne travaillent pas et vivent de leur fortune, en parasites sociaux, expriment leur suffrage quand des millions de femmes et de jeunes filles, ouvrières, paysannes, ménagères, artisanes, fonctionnaires, etc., sont privées de ce droit élémentaire.*

A cet instrument archaïque de domination bourgeoise, le Bloc Ouvrier-Paysan revendique, de la façon la plus ouverte et la plus ferme, la substitution de soviets locaux, servant de base à la représentation directe de toute la population travailleuse dans le Soviet central du gouvernement et s'appuyant, comme en Russie, sur une armée dont les cadres seront composés en majorité de travailleurs et qui sera, dans tous les cas, entièrement soumise aux directives du prolétariat.

### Les mots d'ordre politique du Bloc Ouvrier-Paysan

Le Bloc Ouvrier-Paysan dénonce la duplicité de la bourgeoisie et de ses agents de différentes nuances, qui prétendent qu'une élection municipale est d'ordre essentiellement administratif et que la politique ne doit y être mêlée que très prudemment.

La politique, au contraire, joue un rôle capital dans toute la vie sociale moderne. Du haut en bas de l'organisation sociale, elle représente la science, les méthodes et l'ensemble des moyens de contrainte, de confusion ou de corruption, par lesquels une poignée de capitalistes maintiennent en état de servage l'immense masse des travailleurs de la ville et de la campagne. L'action politique en vue de la conquête du pouvoir et de l'instauration de la dictature du prolétariat doit être poursuivie avec la plus grande activité par

la classe ouvrière et paysanne. Ceux qui prétendent en isoler la classe ouvrière, sous prétexte des déceptions enfantées par le parlementarisme bourgeois, sont des naïfs ou des traîtres. En ne laissant à la disposition des exploités que l'action sur le prétendu terrain économique, ils le désarmeraient presque entièrement, en face d'un capitalisme habile à tirer de la politique et d'une armée puissamment outillée au service de celle-ci, les moyens de gouvernement les plus redoutables.

Les revendications municipales des différents partis ou groupements politiques n'auront un sens réel que si elles sont précédées franchement de l'expression de la pensée de ces partis ou groupements sur les points maîtres de la situation politique à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Le Bloc Ouvrier-Paysan pense que cette période électorale doit être, pour tous les salariés et les paysans de France, une nouvelle occasion de protester avec la plus grande fermeté contre la dictature bourgeoise, d'exprimer hautement leur sentiment révolutionnaire, de proclamer la faillite de plus en plus évidente du Bloc Socialo-Bourgeois et de se rallier autour des mots d'ordre du Parti Communiste, dont voici les principaux :

— Lutte commune avec le prolétariat allemand contre les plans Dawes et Hurley-Mellon, visant à faire payer les frais de la guerre aux travailleurs de France et d'Allemagne, en augmentant, sans rétribution, le temps de travail, en leur supprimant le droit de grève et en hypothéquant les sources de recettes publiques les plus productives.

— Avec les ouvriers et les paysans russes pour la reconnaissance immédiate et sans condition de la Russie des Soviets.

— Avec la Chine ouvrière et paysanne, contre les appétits de l'impérialisme français, américain, anglais et japonais.

— Avec le peuple marocain, contre l'oppression du capitalisme espagnol et français.

— Pour l'amnistie intégrale.

— Pour la reconstitution immédiate de l'unité syndicale.

— Contre la vie chère, par les moyens suivants :

1° Achat par l'Etat de toutes les récoltes de blé à un prix établi, d'après les conditions de la récolte annuelle, par les organisations de la classe ouvrière et de petits cultivateurs ; livraison de la viande de boucherie aux coopératives et ouverture de magasins municipaux, qui vendront au prix de revient

2° Nationalisation immédiate des mines de potasse et livraison des engrais aux cultivateurs au prix de revient ;

3° Impôt spécial sur la grande industrie, le haut commerce et les grandes banques, pour la livraison aux petits et moyens cultivateurs de machines agricoles et d'engrais chimiques ;

4° Emprunt obligatoire progressif, allant de 25 à 80 %, à partir d'un million, sur la fortune mobilière, et dont l'utilisation servira au remboursement des petits porteurs de la dette publique, à l'équilibre du budget, au paiement de l'indemnité des 1.800 francs aux fonctionnaires, à la construction de logements destinés aux masses laborieuses ;

5° Suppression de tous impôts indirects, décharge de tous les autres impôts, y compris l'im-

pôt sur le chiffre d'affaires, au-dessous de 12.000 francs de revenus et 200.000 francs de fortune ; et riches paysans, dont le produit servira à l'amélioration et à l'intensification de la production chez les petits cultivateurs.

En se prononçant sur ces mots d'ordre généraux, les travailleurs diront hautement qu'ils ont été trompés une fois de plus par les social-démocrates, ils enregistreront la faillite et l'impuissance du Bloc des Gauches, ils affirmeront que le Parti Communiste était le seul clairvoyant en dénonçant par avance cette trahison, et que seul le Bloc Ouvrier-Paysan est capable de prendre en mains la défense des intérêts immédiats du prolétariat citadin et rural.

### La plate-forme municipale du Bloc Ouvrier-Paysan

Entre toutes les solutions pratiques et détaillées intéressant l'hygiène et le confort des cités et des personnes, le soin de la maternité et de l'enfance, l'enseignement et la culture des enfants et des adultes, etc., le Bloc Ouvrier-Paysan incite la masse à se grouper autour des principales revendications suivantes :

— La liberté politique et administrative des communes ; maîtrise de leur budget, recettes et dépenses ; maîtrise de leur police ; liberté d'intervention économique et, par conséquent, capacité commerciale et industrielle.

— Impôts et taxes directs à la charge de la bourgeoisie par le double système de l'exemption à la base et de la progressivité ; suppression totale des octrois ; taxes sur les plus-values immobilières foncières, commerciales et industrielles, au seul profit des budgets locaux.

— Taxation des loyers et fermages ; déclaration obligatoire des locaux vacants et locations par un Office obligatoire ; destruction des immeubles malsains ; assainissements et travaux de viabilité dans les lotissements insalubres ; réalisation d'un programme suffisant de construction d'immeubles à loyer à bon marché et moyens, financés par la taxe sur les plus-values.

— Intervention contre la vie chère. (Voir les mots d'ordre politique du Bloc Ouvrier-Paysan.)

— Annulation des conventions scélérates livrant les services publics productifs et l'ensemble du domaine industriel des villes — eau, gaz, électricité, transports, traitement des résidus urbains, etc. — aux requins financiers ; gestion directe des services publics par les communes ou les syndicats de commune, avec le concours des consommateurs ou des usagers et du personnel ouvrier et technique.

— Droit de vote pour tous les travailleurs, hommes et femmes, à partir de 18 ans.

— Gratuité des consultations et des soins médicaux, chirurgicaux ou de maternité dans les hôpitaux, pour les travailleurs salariés et les éléments non fortunés des classes moyennes

Pour Paris :

1<sup>o</sup> Election des conseillers municipaux par arrondissement, au scrutin de liste, et en nombre proportionnel à celui de la population, sans que les effectifs de l'assemblée puissent être supérieur à 80 ; le Conseil municipal de Paris assurera la gestion des affaires d'intérêt général et notamment des grands services publics ;

2<sup>o</sup> Election au scrutin de liste, avec représentation proportionnelle, d'un conseil local par arrondissement, maître de la mairie, élisant maire et adjoint et gérant administrativement et financièrement l'arrondissement, dans la limite des intérêts locaux.

A côté de cette plate-forme d'agitation, le programme municipal du Bloc Ouvrier-Paysan comporte une multitude de mots d'ordre qui font l'objet d'un programme plus détaillé où la plupart des intérêts immédiats de la classe ouvrière et paysanne sont envisagés du point de vue de leur défense vigoureuse par l'action municipale des élus communistes.

### Du programme aux actes

Les chefs socialistes, complètement enlisés dans le marais gouvernemental et collaborant ouvertement avec la bourgeoisie, ne servent plus, de leur ancien programme de classe, que le texte. Sans doute ont-ils encore l'intention de fabriquer avec le concours de leurs amis radicaux, et pour un usage commun, un programme municipal destiné à tromper la masse et qu'ils ne respecteront pas plus qu'ils n'ont respecté leur programme des élections législatives dernières.

Le Parti Communiste les obligera à se démasquer avant les élections municipales en appelant la Chambre du Bloc des Gauches à se prononcer tout de suite sur les points essentiels du programme du Bloc Ouvrier-Paysan.

Depuis un demi-siècle, ils ont formulé un nombre considérable de réformes dans le domaine municipal, qui n'ont jamais été appliquées, par leurs nombreuses municipalités. Aujourd'hui, qu'ils sont au pouvoir, nous les mettons au défi de se séparer du gouvernement en votant avec nous les articles de leur propre programme.

Les prolétaires et les paysans travailleurs verront, une fois de plus, que, seul, le Parti Communiste est sincèrement et entièrement avec eux et qu'il leur en donne les trois garanties indispensables : sa discipline nationale et internationale, son passé tout rempli de luttes énergiques contre le capitalisme et le contrôle sévère de ses élus.

Les listes du Bloc Ouvrier-Paysan seront composées de travailleurs membres du Parti et sympathisants. L'entrée dans nos listes des honnêtes ouvriers et paysans sans parti, délégués des organisations ouvrières, de groupements politiques, se réclament nettement du principe révolutionnaire de la lutte des classes ou dissidents écœurés des partis réformistes, et acceptant publiquement et loyalement le programme politique et pratique du Parti, donnera au Bloc Ouvrier-Paysan sa véritable figure de représentant des plus larges masses ouvrières et paysannes.

Contre toutes les combinaisons électorales de la bourgeoisie de droite et de gauche, contre la mainmise du capitalisme et de ses agents sur les municipalités, contre tous les serviteurs passifs du pouvoir gouvernemental, contre la spéculation et l'agio, contre la mise à l'encan du domaine public, pour aider au groupement de la masse sur le plan de l'action révolutionnaire :

Vive le Bloc Ouvrier-Paysan !

Vive l'Internationale Communiste !

**Le Comité Directeur  
du Parti Communiste Français.**

# Thèse sur le Travail Paysan du P.C.F.

## « Allez aux masses paysannes ». — Les termes du problème pour la France

La nécessité d'entreprendre de façon méthodique et active la conquête des larges masses paysannes a été formulée de façon impérative et pour toutes les sections de l'Internationale par le V<sup>e</sup> Congrès.

Le deuxième Congrès mondial déjà a d'ailleurs déclaré — dans la résolution proposée par Lénine — que « le prolétariat ne pourra jamais être une force révolutionnaire active, une classe agissante dans l'intérêt du socialisme, s'il ne se conduit pas comme une avant-garde du peuple laborieux que l'on exploite, s'il ne se comporte pas comme le chef de guerre à qui incombe la mission de le conduire à l'assaut des exploités ; *mais jamais cet assaut ne réussira si les campagnes ne participent pas à la lutte des classes, si la masse des paysans laborieux ne se joint pas au Parti communiste prolétarien des villes et si, enfin, ce dernier ne l'instruit pas.* »

« Attention à la paysannerie ! » avait répété notre camarade Zinoviev au Comité Exécutif élargi de mai 1924, en examinant les conditions du problème révolutionnaire dans le monde. « Allez aux masses paysannes ! » a précisé et ordonné le V<sup>e</sup> Congrès.

En France, la démographie paysanne s'exprime par les chiffres suivants :

Ouvriers agricoles et domestiques de ferme .....	3.000.000
Fermiers et métayers .....	1.400.000
Cotes foncières de moins de 1 hectare .....	2.087.000
Cotes foncières de 1 à 10 hectares....	2.523.000
Cotes foncières de 10 à 40 hectares....	745.000
<b>Total.....</b>	<b>9.755.000</b>
A quoi viennent s'ajouter :	
Gros propriétaires fonciers .....	148.000
<b>Total.....</b>	<b>9.903.000</b>

Les chiffres précédents sont indiqués par les statistiques officielles, mais ils ne doivent pas être pris à la lettre.

Les cotes foncières de moins de 1 hectare correspondent souvent à des jardins d'ouvriers, d'artisans, de commerçants, de bourgeois. Elles englobent aussi les jardins des horticulteurs et des maraîchers qui, se livrant à la culture intensive, n'ont pas besoin de surface importante.

Même réserve pour les terres cultivées en dehors par les fermiers et métayers.

D'autre part, la catégorie « fermiers et métayers » doit se décomposer ainsi :

Fermiers ne possédant pas de terre....	585.000
Métayers ne possédant pas de terre....	221.000
Fermiers en même temps que petits propriétaires .....	476.000
Métayers en même temps que petits propriétaires .....	123.000
<b>Total.....</b>	<b>1.405.000</b>

Par comparaison, le chiffre des salariés de l'industrie, du commerce et des services publics est d'environ 10 millions.

C'est dire que le problème de la révolution en France pose absolument, en effet, et entre plusieurs autres, celui de la conquête ou de la neutralisation de la masse petite et moyenne paysanne.

## La situation présente et les perspectives pour l'agriculture en France

Les profits exceptionnels et passagers réalisés par l'agriculture depuis 1918, à la faveur de la situation économique et financière morbide déterminée par la guerre et ses conséquences, ont naturellement avivé l'optimisme, l'esprit conservateur et la confiance dans l'épargne, de la masse paysanne française. Les gouvernements successifs, désireux de s'appuyer sur la paysannerie pour vaincre les révoltes ouvrières de 1919 et 1920 et consolider la position de la grande industrie ont, par surcroît, pratiqué à l'égard de la paysannerie, une politique démagogique de flatterie qui s'est traduite notamment par l'exemption à peu près totale, et bien entendu provisoire, de nouveaux impôts. Il en est résulté, au bénéfice des deux blocs politiques de la bourgeoisie, celui de droite et celui dit « de gauche », une assez large influence sur la majorité des petits et des moyens paysans.

Mais voici que les fissures apparaissent à la surface de ce miroir artificiel. Les lois économiques vont avoir raison des habiletés des gouvernants. En attendant que la dette publique, qui s'est enflée dans la mesure même où les profits des possédants se sont accrus, ne retombe lourdement sur les paysans comme elle est déjà tombée sur les salariés des villes, la dévalorisation continue du franc et par conséquent des valeurs à rentes fixes — emprunts d'Etat, bons de la Défense et du Trésor — diminue de plus en plus la puissance d'achat des économies du paysan.

En outre, les prémisses d'une crise agraire, dont il est encore impossible de mesurer la durée et la gravité, s'annoncent en France. Si les prix de vente réels du bétail se sont maintenus, le prix réel des céréales a diminué, déjà depuis l'année dernière. Exprimé en francs-or, le prix de quintal de blé qui était de 27,82 en 1913, de 36 en février 1921, de 31,33 en août 1922, de 25,55 en février 1923, était descendu à 23,93 en avril dernier. La première conséquence a été une diminution très sensible de l'ensemencement des céréales et particulièrement en blé pour la saison de 1924, et, par conséquent, un affaiblissement notable de la dernière récolte.

Le paysan s'est défendu, à la fois contre ce phénomène désavantageux et contre la pénurie de main-d'œuvre en élargissant autant que possible ses surfaces de fourrage et de pacage et en forçant l'élevage, plus rémunérateur.

Mais la montée du prix des denrées alimentaires provoque en ce moment une réaction de l'élément salarié des villes, ouvriers, employés et fonctionnaires, qui oblige le pouvoir à rechercher quelques palliatifs à cette crise de vie chère : diminution de certaines exportations agricoles, abaissement de droits d'entrée sur certaines autres, introduction de viande frigorifiée coloniale ou étrangère, etc... qui auront leur répercussion

plus ou moins grande sur le prix de vente aux sources de la production.

Cet effort du gouvernement a lieu également sous la pression de l'état-major industriel qui redoute une nouvelle offensive de la classe ouvrière en faveur d'une augmentation de salaires et qui lutte, au surplus, en même temps que les milieux commerciaux urbains pour l'imposition fiscale des profits agricoles.

La proposition du gouvernement tendant à imposer les bénéfices agricoles, à partir de 20.000 francs et sur la base de l'imposition des bénéfices commerciaux est sans aucun doute un premier pas dans ce sens.

La montée incessante du prix des engrais et des produits ou objets industriels nécessaires à l'agriculture, produits textiles y compris, favorisée par la puissante organisation de l'industrie en Konzerns ou grands trusts, pèse aussi de plus en plus sur le côté « débit » des comptes de toutes les exploitations paysannes.

La loi des loyers qui tend de plus en plus à laisser le locataire sans défense en face des exigences des propriétaires, à la fin des prorogations de guerre, des baux de ferme et de métayage, va ouvrir dans les campagnes une crise générale de conflits entre possédants et loueurs.

Enfin la crise de production industrielle qui découlera fatalement, en France comme ailleurs, de la crise financière inévitable, des compétitions internationales sur les grands marchés mondiaux et des difficultés d'exportation qui les accompagneront, provoqueront à la fois le chômage et une stabilisation des salaires au-dessous du prix de la vie, un standard of life inférieur pour les salariés et, par conséquent, une diminution du pouvoir de consommation de la masse urbaine qui aura sa répercussion proportionnelle sur les facilités de vente et les prix des produits agricoles.

Le profond déséquilibre économique, avec lequel le capitalisme mondial reste plus que jamais aux prises, va entraîner à nouveau une cascade de crises, s'enfantant l'une l'autre, réagissant dans le sens de l'aggravation l'une sur l'autre, et au milieu desquelles il est inévitable que la crise agraire ait sa place.

### La crise agraire mondiale

Ces différents phénomènes qui se déroulent pour des causes et suivant un processus, en quelque sorte stéréotypés, se produisent actuellement à un degré très grave, dans tous les pays du monde. Cette crise agraire est particulièrement profonde aux Etats-Unis, où 40 % des farmers, incapables désormais de faire face à leurs charges et notamment à leurs charges de loyers, quittent leurs exploitations et viennent dans les villes chercher du travail qu'ils ne trouvent pas et où ils s'incorporent sans doute, pour la plupart, aux trois millions de chômeurs que comptent présentement les différents Etats de l'Amérique du Nord. La crise agraire est tout à fait accentuée dans certaines colonies anglaises. Mais les pays d'Europe orientale et centrale et surtout ceux qui étaient protégés avant la guerre par de fortes barrières douanières sont les plus touchés : c'est le cas de l'Allemagne, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Bulgarie et du sud de l'Italie.

Le Parti communiste doit donc prévoir dès maintenant pour la France la crise agraire qui s'annonce pour des raisons intérieures et internationales et préparer, en conséquence, le travail d'agitation, de propagande, d'organisation et de recrui-

tement parmi les masses petites et moyennes paysannes.

### Les organisations paysannes

La bourgeoisie capitaliste disposera d'un certain nombre d'organisations paysannes, dirigées par elle, pour intervenir, au cours de la crise, en vue d'endormir la colère des petits et moyens paysans ou de la détourner de ses objectifs justifiés. Ces organisations affectent généralement la forme du syndicat agricole.

Le syndicat agricole, prétendument a-politique, ayant pour but, soit l'action sur les pouvoirs publics en vue de la défense des intérêts économiques de la paysannerie, soit la répartition d'engrais, de semences ou d'outillage agricole, soit les uns et les autres de ces objectifs.

Il faut aussi ajouter :

La coopérative de centralisation de la vente de tels ou tels produits agricoles de grande consommation : vin, beurre, lait, œufs, fromages, etc., suivant la région ;

L'Assurance mutuelle : mutuelle-incendie, bétail, accidents, récoltes, caisses de réassurances, etc. ;

La caisse de crédit agricole subventionnée par l'Etat et certaines banques ainsi que pour les grandes firmes industrielles de produits ou d'outillages agricoles.

Ces organisations ont pour base la localité, le département ou la région. Certaines d'entre elles sont constituées en Fédérations régionales et nationales.

L'organisation centralisée la plus sérieuse est : l'Union Centrale des Agriculteurs de France qui compte 28 unions régionales, dont les plus importantes sont : celle du Sud-Est (510 syndicats), l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté (470 syndicats), la Fédération du Nord (375 syndicats), l'Union du Périgord et des Landes. L'Union Centrale annonce un million de membres, répartis en 4.000 syndicats.

La Société Centrale des Agriculteurs de France, sorte d'académie capitaliste d'agriculture, inspire et anime politiquement l'ensemble des groupements englobés dans l'Union Centrale.

La Confédération générale des Associations agricoles fédère entre elles les diverses associations centrales ou régionales.

### La mainmise de la noblesse et de la grande bourgeoisie

Ces organisations sont toutes présidées et dirigées par de gros propriétaires fonciers qui y pratiquent activement et sous les formes les plus habiles, la politique bourgeoise de classe. Les conseils d'administration de ces groupements comptent les plus « grands noms » de l'armorial français, voire de la banque et de la haute industrie : M. de Fontgalland, président de l'Union régionale du Sud-Est ; M. de Marcellac dirige l'Union du Périgord et des Landes ; M. le comte Louis de Vogüé est président d'honneur de l'U.C.A.F. en même temps qu'il est un des plus grands actionnaires de la Société de Saint-Gobain, laquelle détient avec quelques autres firmes le monopole de la vente des engrais ; le comte de Rocquigny, le prince de Broglie, président du syndicat de Bayeux ; le marquis de Malet, le comte de Soultrait, les comtes et les marquis de Dreux-Brézé, le comte de Pommeroy, M. de Chabannes, le général de Curières de Castelnau, et tant d'autres

accusent par leurs noms mêmes l'imposture du rôle actif qu'ils continuent de jouer à la tête des organisations paysannes dont la majorité est représentée par des petits et moyens paysans dont les intérêts de classes sont aux antipodes de ceux des grands bourgeois qui dirigent ces groupements.

*Leur force et leur faiblesse*

La force de ces organisations, canalisée dans un sens nettement réactionnaire, pour les capitalistes qui les dominent, est réelle. Elle est faite des petits services rendus, dans l'ordre administratif ou juridique, à la masse des adhérents. Elle est fait de la gestion des caisses de crédit et d'assurances qui ménagent des avantages certains aux cultivateurs accidentés dans leur personne, dans leur bétail, leurs récoltes ou leurs biens. Elle ne correspond pas en réalité au nombre publié de leurs adhérents et qui atteint dans l'ensemble plusieurs centaines de milliers. La preuve s'en trouve, entre autres, dans le chiffre relativement très restreint du nombre des abonnés ou des lecteurs des journaux ou bulletins spéciaux édités par ces différentes grandes organisations. La direction de ces groupements n'a pas de très loin une influence directe sur la masse de leurs membres, qui n'y recherchent bien souvent que les avantages matériels et considèrent le reste avec une certaine indifférence.

Ces organisations ne peuvent donc se flatter, dans leur direction, d'être à l'abri des courants politiques contraires. Il faut considérer comme assuré d'un succès non douteux et que le développement d'une crise agricole sérieuse pourrait porter assez loin, l'effort du Parti communiste accompli, au sein même de ces groupements, sur les membres petits et moyens paysans qui en constituent l'immense majorité.

*Les organisations de paysans travailleurs*

Les organisations de paysans travailleurs sont faibles en comparaison de celles qu'a encadrées la grande bourgeoisie terrienne et capitaliste.

Mais elles constituent des bases tout à fait sérieuses pour le départ de l'activité nouvelle que notre Parti doit développer en vue de remplir l'une des tâches les plus importantes parmi celles qui lui ont été fixées par le V<sup>e</sup> Congrès.

Les organisations du prolétariat paysan, domestiques, ouvriers agricoles et forestiers, sont représentés par deux Fédérations syndicales, l'une insignifiante, adhérente à la C.G.T. réformiste, l'autre plus nombreuse, plus vivante et qui ne cesse de grandir sous l'impulsion des militants actifs qui sont à sa tête, adhérente à la C.G.T.U. La Fédération des paysans travailleurs comprenant 28 syndicats dans la région sud du Massif Central et plusieurs noyaux dans différents départements agricoles, englobe environ 3.000 adhérents et représente le seul groupement de classe des petits et moyens paysans ; propriétaires exploitants, fermiers et métayers.

**Notre presse paysanne**

En dehors de la presse communiste centrale et de province qui doit évidemment soutenir de la façon la plus active le travail paysan du Parti, notre presse paysanne proprement dite est représentée par les organes suivants :

*La Voix Paysanne*, hebdomadaire, organe agraire central du Parti, dirigé par le camarade Renaud Jean, tirant en moyenne 5.600 exemplaires, dont 4.700 pour les abonnés.

*Le Semeur*, hebdomadaire, édition de la *Voix Paysanne* pour la Fédération de Seine-et-Marne ; tirage 2.400 dont 1.500 pour les abonnés

*L'Aube Sociale*, hebdomadaire, édition de la *Voix Paysanne* pour la Fédération de Seine-et-Oise ; tirage 3.100 dont 2.575 abonnés.

*Le Travailleur du Lot-et-Garonne*, hebdomadaire, tirage 2.600, dont 2.000 pour les abonnés.

*Le Paysan Travailleur*, mensuel, organe de la Fédération des Paysans travailleurs, adhérente à l'Internationale Paysanne ; directeur, Marius Vazeilles ; tirage 3.500.

*Le Travailleur Agricole*, organe de la Fédération unitaire de l'agriculture (adhérente à la C.G.T.U.) ; tirage 5.500, destiné aux membres de la Fédération et aux abonnés non adhérents.

L'un des rôles les plus importants de l'appareil du travail paysan du Parti consistera à rechercher les meilleurs moyens pour alimenter cette presse et en élargir les bases de pénétration.

*La Voix Paysanne* doit rester l'organe central de la propagande communiste dans la masse des sympathisants des campagnes.

*Le Paysan Travailleur* doit devenir l'organe des revendications de la masse petite et moyenne paysanne. Il lancera et développera le mot d'ordre du groupement des petits et moyens paysans entre eux, fera la critique de la direction des organisations mixtes par les gros bonnets de l'aristocratie ou de la grande bourgeoisie terrienne ; il fera connaître l'Internationale Paysanne, sa constitution, son but, sa force, il démontrera le rôle d'exploitation du grand capitalisme industriel de l'agriculture, etc...

**La base économique de la paysannerie en France**

L'activité de notre presse, l'action du Parti sur le plan de l'agitation de la propagande et de l'organisation, parmi les masses petites et moyennes paysannes, indépendamment même du développement plus ou moins rapide de la crise agricole, trouveront dès maintenant une base solide dans l'inégalité criante de la répartition des terres entre les différents éléments de la paysannerie française.

La vulgarisation méthodique des chiffres ci-dessous peut constituer, à elle seule, un moyen efficace de développer le sentiment de classe au cœur du petit et moyen paysan.

Nous trouverons dans ce tableau le même contraste violent qu'entre les chiffres qui expriment, à l'aide de différentes méthodes statistiques, la répartition de l'ensemble de la fortune publique. Une petite aristocratie possède, à elle seule, plus de fortune ou de terre que la masse elle-même.

Voici pour la propriété agricole :

2.087.851	propriétaires possédant moins de 1 hectare, se partagent.....	1.228.597
2.523.713	propriétaires possédant de 1 à 10 hectares, se partagent.....	11.559.342
745.862	propriétaires possédant de 10 à 40 hectares, se partagent....	14.825.298
118.497	propriétaires possédant de 40 à 100 hectares, se partagent avec	
29.451	propriétaires possédant au-dessus de 100 hectares, se partagent ensemble .....	16.270.536

Ainsi, 4 millions et demi de petits propriétaires, représentant les 83,7 % de la population agricole possédante ne disposent que de 39,13 % de la terre, tandis que les 148.000 gros propriétaires ne représentant que 2,68 % de la population agricole, possèdent à eux seuls 37,07 % de la terre.

Si l'on divise l'ensemble des propriétaires en paysans cultivant eux-mêmes et en propriétaires fonciers non exploitants, on constate que ces derniers possèdent 52 % de la terre, contre 48 % à l'immense masse des travailleurs de la terre.

### Plan d'action du Parti

Il suffit d'envisager l'ampleur du travail à accomplir pour comprendre que ce travail ne peut être exécuté sur la base d'une formule générale et simpliste. Le plan d'action du Parti doit tenir compte de la complexité de la situation paysanne en France, du point de vue politique, économique et psychologique (mentalité spéciale du paysan) pour se ménager toutes les chances d'efficacité.

Il doit comprendre en conséquence les compar-  
timents suivants :

a) Propagande et agitation directe du Parti dans la masse sympathisante ;

b) Vulgarisation du mot d'ordre du Bloc Ouvrier-Paysan dans les campagnes ;

c) Noyautage des organisations paysannes contre la domination bourgeoise et par les moyens suivants :

1° Constitution de fractions communistes dans chaque organisation paysanne ;

2° Campagne soutenue contre la direction bourgeoise et capitaliste de ces organisations ;

3° Organisation dans chacun de ces groupements des paysans travailleurs en comités autour des fractions communistes ;

d) Création d'organisations de paysans travailleurs dans les localités où il n'en existe pas ;

e) Propagande syndicale active parmi les ouvriers agricoles pour les amener à la C.G.T.U. ;

f) Liaison des organisations syndicales ouvrières aux organisations de paysans travailleurs ;

g) Activité de l'appareil du travail coopératif du Parti dans les masses paysannes en faveur de leur participation active au mouvement coopératif ;

h) Vulgarisation de l'organisation, des mots d'ordre et des buts de l'Internationale paysanne ;

i) Organisation de congrès régionaux de paysans travailleurs avant la fin de janvier 1925, sur les mots d'ordre du groupement des petits et moyens paysans entre eux et sur un programme de revendications propres aux catégories des petits et moyens travailleurs de la terre ;

j) Préparation, pour une date ultérieure, d'un Congrès National des paysans travailleurs avec le concours de la Fédération des Travailleurs de la terre sur un programme pratique analogue à celui des congrès régionaux et avec l'objectif supplémentaire de la constitution d'un Conseil paysan français ;

k) Prévoir éventuellement, pour la fin de l'année 1925, la tenue d'un Congrès National en vue de l'adhésion du Conseil paysan à l'Internationale paysanne de Moscou.

Le Parti doit constituer en conséquence son appareil du Travail paysan comme il a constitué son appareil pour le travail syndical et pour le travail coopératif.

### Résolution sur le travail paysan du Parti

Adoptée par la Conférence paysanne du 22 septembre 1924 du P.C.S.F.I.C.

#### Considérations préliminaires

Le travail d'éducation révolutionnaire et d'enrôlement, dans le Parti de l'élite ouvrière et paysanne, doit continuer activement comme par le passé.

Mais le V<sup>e</sup> Congrès nous fait, en outre, l'obligation d'entreprendre immédiatement, par les moyens convenables, la conquête progressive de la masse paysanne, actuellement sans parti ou soumise à l'influence de la bourgeoisie de droite ou de gauche.

Il s'agit exactement d'éveiller le sentiment de classe des différentes catégories de paysans travailleurs (petits et moyens propriétaires, métayers, fermiers exploitants), de leur faire comprendre qu'ils doivent se grouper entre eux et non pas avec les gros propriétaires fonciers dont les intérêts de classe sont diamétralement opposés.

Les ouvriers agricoles et forestiers, les domestiques de ferme, appartenant socialement à la classe prolétarienne, doivent rejoindre la C.G.T.U.

D'autre part, il importe de ne pas perdre de vue que ces éléments sont appelés tout naturellement à jouer un rôle important dans l'établissement de l'indispensable liaison entre les organisations de paysans travailleurs et les organisations de la classe ouvrière.

Il faut pousser les paysans travailleurs à se grouper entre eux au sein du « Conseil Paysan français » qui sera constitué au printemps prochain et qui aura pour but de défendre, sur le plan national, les intérêts et les revendications des paysans travailleurs.

La première condition, de la part de chaque Fédération, pour être à même d'accomplir cette tâche aussi importante que délicate, est la même que pour se transformer utilement en cellules d'entreprises : augmenter ses effectifs, accroître son recrutement prolétarien, resserrer sa discipline, choisir — avec le plus grand discernement — les éléments de sa direction, chasser de ses rangs les amateurs et tous ceux qui, d'une façon générale, ne remplissent pas strictement tous leurs devoirs à l'égard du Parti.

Il est capital de se souvenir en cette occasion du principe léniniste, d'après lequel un organisme communiste ne peut manœuvrer, sans risque de se corrompre, qu'autant que sa formation sociale accuse une majorité d'éléments prolétariens travaillant en usine que sa discipline est stricte et que son activité communiste est intensive.

Le travail parmi les masses paysannes et, notamment, parmi les organisations politiques et économiques de la paysannerie existantes, présente des dangers analogues à ceux de la pratique du front unique et du Bloc Ouvrier-Paysan.

Il importe donc absolument de les éviter. Ces observations préliminaires mais essentielles posées, la Conférence des Secrétaires Fédéraux fait siennes les propositions suivantes de la direction du Parti.

### Le plan de travail du Parti

#### Base prolétarienne

Améliorer la base prolétarienne, la discipline et la ligne politique dans les Fédérations en général, mais particulièrement dans celles dont les

possibilités de travail paysan sont les plus importantes.

#### *Organisations paysannes*

Faire une obligation immédiate aux ouvriers agricoles, forestiers et domestiques, membres du Parti d'adhérer à la Fédération unitaire de l'Agriculture et de créer des syndicats partout où une possibilité s'en présente.

Dans une localité où un syndicat autonome existe l'effort des membres du Parti doit tendre à le faire adhérer à la C.G.T.U.

Faire une obligation immédiate à tous les paysans membres du Parti d'adhérer aux organisations paysannes existantes de leur localité (syndicat agricole, mutuelle d'assurance, coopératives d'achat et de vente).

Les buts généraux qu'ils y devront poursuivre sont les suivants :

- a) Constituer dans chaque organisation la fraction communiste ;
- b) Créer autour de la fraction communiste un Comité de paysans travailleurs ;
- c) Combattre l'influence des gros propriétaires terriens et des politiciens qui dominent ces organisations ;

d) Saisir toutes les occasions pour faire comprendre à la masse des adhérents de ces organisations paysannes, que l'intérêt des petits et moyens paysans est de se grouper entre eux et de se débarrasser de l'emprise des gros propriétaires dont les intérêts de classe sont tout à fait différents ;

e) Commencer au sein des Comités de paysans travailleurs la propagande en faveur de l'adhésion à l'Internationale paysanne de Moscou et du Bloc Ouvrier-Paysan.

L'action des paysans ou des fractions communistes au sein des organisations paysannes devra être toujours déterminée d'accord avec l'organisme fédéral responsable et avec la direction du Parti.

Constituer des organisations paysannes sur la base du syndicat agricole, de la coopérative de vente et d'achat ou de la mutuelle, suivant les meilleures possibilités dans les localités où il n'en existe pas encore.

#### *Congrès régionaux et Conseil Paysan français*

Préparer pour janvier 1924, au plus tard, des Congrès départementaux ou régionaux de paysans travailleurs avec à leur ordre du jour :

- 1° Le programme de revendications des différentes catégories des travailleurs de la terre ;
- 2° La constitution d'un conseil paysan français de paysans travailleurs.

#### *Documentation agraire*

Poursuivre, au sein de chaque Fédération, l'enquête demandée par la direction du Parti et la commission agraire centrale sur les différentes catégories de paysans de leur département, sur leur pensée et leurs revendications.

Etablir, par Fédération, la liste des organisations paysannes existantes, le nombre de leurs adhérents, leurs statuts, les noms des nobles ou des grands propriétaires fonciers qui font partie de la direction de ces organisations.

#### *Revendications paysannes*

Le Comité Directeur est invité à mettre sur pied, avec le concours de la commission agraire cen-

trale et de la commission paysanne du Parti, un programme de revendications des différentes catégories de paysans travailleurs et à le faire exposer au Parlement par le groupe communiste parlementaire.

#### *Recensement des militants paysans*

Pour le 25 novembre, au plus tard, les secrétaires de sections ou de cellulés feront connaître au secrétaire fédéral, qui les transmettra au président de la commission agraire centrale, après en avoir pris note, les noms et adresses de ceux de leurs adhérents qui, petits propriétaires, métayers, fermiers, ouvriers agricoles ou domestiques, qui sont déjà ou sont susceptibles de devenir des militants qualifiés du travail de pénétration paysanne du Parti.

### **Partie organisatoire**

En vue de réaliser le plan d'action ci-dessus, l'organisation suivante doit être immédiatement établie :

#### *Au Centre directeur*

1° Une « commission agraire centrale ». Commission restreinte, présidée par un membre du Bureau Politique et directement responsable devant la direction du Parti. (Rappel de la décision du Conseil National de Saint-Denis.)

Cette commission est chargée, sous le contrôle du B.P., de la direction générale du travail paysan en France :

2° Une commission plus large, dite « commission paysanne du Parti », composée des militants paysans des grandes régions agricoles et de militants ouvriers spécialisés dans l'étude de la question agraire.

Cette commission aura pour tâche spéciale de travailler sous la direction de la commission agraire centrale à la constitution du Conseil Paysan français dont elle réalise dès maintenant, autour de la Fédération des paysans travailleurs, le noyau d'organisation ;

3° Dans chaque Fédération une « commission agraire fédérale », qui aura sur le terrain agraire le même rôle et la même responsabilité que la commission syndicale ou la commission coopérative sur leur terrain respectif.

Elle aura pour tâche pratique essentielle la direction du travail des fractions communistes dans les syndicats d'ouvriers agricoles, dans les organisations paysannes et le Conseil paysan français ;

4° L'enseignement du travail paysan constituera l'une des branches de l'École Léniniste centrale.

#### *Presse*

1° L'*Humanité*, le *Bulletin Communiste* et la *Presse Communiste de Province* consacreront régulièrement des articles à la question du travail paysan sous la direction et la responsabilité de la Commission Agraire Centrale ;

2° La *Voix Paysanne*, transformée en conséquence, restera l'organe des paysans communistes et sympathisants ;

3° Le *Paysan Travailleur*, anciennement le *Travailleur de la Terre*, organe actuel de la Fédération

tion des paysans travailleurs, restera l'organe corporatif des paysans travailleurs et sera, ultérieurement, l'organe du Conseil paysan français ;

4° Des efforts permanents et pratiques devront être faits pour développer partout dans la masse paysanne la lecture de l'*Humanité*, de la *Voix Paysanne*, du *Paysan Travailleur* et de l'ensemble de la presse communiste.

#### *Liaison Ouvrière et Paysanne*

L'indispensable liaison des organisations paysannes aux organisations prolétariennes sera déterminée dans les formes convenues dès que le travail d'organisation prévu ci-dessus aura été amorcé.

**LE COMITE DIRECTEUR  
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.**

## Congrès National du Parti du 17 au 21 janvier 1925 à Paris

### ORDRE DU JOUR :

- 1° Rapport moral. — P. Semard.
- 2° La situation intellectuelle. — A. Treint.
- 3° Bloc ouvrier et paysan contre Bloc bourgeois. — M. Cachin, A. Treint, et des représentants des organisations syndicales des paysans et des peuples coloniaux.
- 4° La Bolcheviation du parti :
  - a) La lutte idéologique contre les survivances idéalistes, pacifistes et jaurésistes.
  - b) La lutte pour la tactique léniniste définie par le 5° Congrès.
  - c) Les tâches organisatoires et politiques. — S. Giraud.
- 5° La lutte pour l'unité syndicale :
  - a) L'unité nationale et intellectuelle. — P. Semard.
  - b) Le travail syndical du parti. — Sauvage.
- 6° Les élections municipales. — L. Sellier, V. Cat.
- 7° Rapport des Jeunesses. — Doriot.
- 8° Rapports des Conférences :
  - a) paysanne ;
  - b) syndicale ;
  - c) coopérative ;
  - d) coloniale ;
  - e) féminine ;
- 9° Rapport de la Commission de contrôle.
- 10° Rapport de la Commission des conflits.
- 11° Election des organismes centraux.

### OBSERVATIONS

La date des différentes conférences, paysanne, syndicale, coopérative, etc., sera fixée ultérieurement.

Les Congrès fédéraux se tiendront après la constitution des rayons, c'est-à-dire dans la 2<sup>e</sup> quinzaine de décembre.

## La discussion dans le Parti Communiste Tchécoslovaque

### *A propos du discours de Smeral*

#### La vraie question

Les journaux communistes tchécoslovaques arrivés à Moscou donnent le texte du discours prononcé par le camarade Smeral sur les questions qui font l'objet de la discussion actuelle du Parti communiste tchécoslovaque. Ce discours mérite d'être lu avec d'autant plus d'attention que le camarade Smeral est parmi les chefs du parti tchécoslovaque le seul qui ait longtemps gardé le silence sur les problèmes vitaux du mouvement communiste en Tchécoslovaquie.

Le Parti communiste tchécoslovaque est une des plus importantes sections de l'I.C. Dans un pays où le nombre d'habitants n'atteint que 13 millions et demi, il compte presque autant d'adhérents que la section allemande et deux fois plus que le Parti français. C'est, par sa composition sociale, un parti véritablement ouvrier, chair de la chair de la classe ouvrière, où les éléments non prolétariens ne constituent qu'un pourcentage insignifiant. Nous pouvons affirmer, sans rien exagérer, que, si nos camarades tchécoslovaques réussissent à se débarrasser de certaines survivances de la social-démocratie autrichienne et à renforcer l'esprit de lutte dans leurs rangs, la section tchécoslovaque deviendra sans

doute une des bases les plus solides de l'Internationale Communiste.

Rien de plus naturel que les ouvriers révolutionnaires de tous les pays suivent une attention soutenue la discussion qui se poursuit actuellement dans le Parti tchécoslovaque, et dont ils attendent de bons résultats. Il ne s'agit pas, dans cette discussion de questions de personnes, d'une dispute entre chefs jaloux de leur influence sur les masses. C'est la question fondamentale de la lutte révolutionnaire en Tchécoslovaquie qui est posée. La Tchécoslovaquie doit-elle, dans un proche avenir, s'attendre à ce que la bourgeoisie tchèque érige sa dictature fasciste sur le prolétariat, les paysans et les minorités nationales opprimées, ou bien est-ce le prolétariat qui, allié aux paysans révolutionnaires et aux masses laborieuses allogènes, établira le gouvernement ouvrier et paysans ?

Question pratique. La Tchécoslovaquie est déchirée par des conflits nationaux. Le mécontentement des Slovaques et des Ruthènes s'accroît. Le gouvernement tchèque se débat dans une grave crise politique. Il n'ose faire appel aux électeurs. Il cherche à sauver la situation par de nouvelles combinaisons parlementaires. Il a contre lui, non

seulement les minorités nationales, formant une bonne moitié de la population, mais aussi un fort parti communiste, facteur politique de premier ordre.

Les élections en Ruthénie des Carpathes ont relevé l'influence croissante des communistes sur les masses rurales. Aussi, la bourgeoisie tchèque s'efforce-t-elle à réunir toutes les forces contre le « péril communiste ». Elle espère pouvoir opérer la fusion des forces réactionnaires en montrant les dangers qui menacent, paraît-il, l'unité de l'Etat tchécoslovaque du fait des décisions du V<sup>e</sup> Congrès mondial sur la question nationale.

### Théorie et pratique

Ce qui importe, actuellement, pour le parti tchécoslovaque, c'est moins les discussions théoriques sur les décisions du V<sup>e</sup> Congrès mondial que l'application concrète des formules théoriques. La *bolchevisation théorique* du Parti doit avoir pour corrélaire la préparation pratique à la lutte, c'est-à-dire la *bolchevisation pratique*. C'est la question centrale de la discussion actuelle, et l'I.C. attendait que les chefs du Parti tchécoslovaque, et en premier lieu Smeral, qui est un de ses conducteurs les plus qualifiés, précisassent leur attitude à ce sujet. Smeral, au moment même où la discussion battait son plein et où les masses attendaient de lui des paroles fermes, a prononcé un discours dont on ne saurait dire grand bien et qui n'a pas satisfait l'Internationale. Smeral n'a donné de réponse nette et précise à aucune des questions qui agitent le mouvement révolutionnaire en Tchécoslovaquie. Il a vidé la discussion de tout sens politique et nous a servi une sorte d'exagèse. Qu'il nous soit permis de lui dire, en toute amitié, que ce n'était pas le discours d'un chef de parti, mais celui d'un diplomate des plus habiles. Nous espérons que le camarade Smeral ne sera pas fâché que nous soumettions son discours à une critique amicale.

### Le rôle du Parti et la bolchevisation

La question essentielle de la discussion est la *bolchevisation du Parti*. Problème ardu et de ceux qu'on ne peut résoudre par le jeu mécanique de la discipline. Un parti vraiment bolcheviste est un organisme vivant qui agit de sa propre volonté, qui entreprend, de sa propre initiative, d'avancer le processus de la bolchevisation. Il le fait, non point obéissant à une « contrainte extérieure », mais par conviction. Au cours de cinq années de lutte pour la bolchevisation des partis communistes, l'Internationale Communiste a toujours eu à combattre des éléments conservant les vieux préjugés socialdémocrates. Les camarades qui se cramponnaient aux anciennes formes d'organisation et aux méthodes de lutte du passé, ne nous opposaient, dans la plupart des cas qu'une résistance passive. Ils adoptaient, il est vrai, uniquement sous la pression des masses et par discipline, les décisions internationales; mais, tout en affirmant leur fidélité à l'Internationale, ils combattaient les camarades qui se donnaient la tâche de bolcheviser le Parti. L'attitude de la droite des partis communistes européens vis-à-vis de l'I. C., pleine de contradictions, a manqué de sincérité. La droite a constamment usé de méthodes diplomatiques pour gagner du temps. C'a été le cas en France, en Pologne et dans d'autres pays, où la

lutte pour la bolchevisation du Parti a commencé plus tôt qu'en Tchécoslovaquie.

La lutte en Tchécoslovaquie montre les mêmes péripéties. Smeral, dans son grand discours politique, se prononce, comme autrefois les centristes français, pour l'exécution fidèle de toutes les directives de l'I.C. Mais il s'élève contre les camarades qui s'efforcent d'appliquer les décisions du V<sup>e</sup> Congrès mondial au Parti tchécoslovaque. Il les accuse d'avoir provoqué la discussion dans le Parti par des informations tendancieuses données à l'I. C. sur la situation en Tchécoslovaquie, qui auraient induit Zinoviev en erreur. Il faut vraiment avoir une fraîcheuse opinion de l'I. C. pour croire que son chef responsable puisse baser sur une documentation fautive ou tendancieuse son opinion sur une question aussi importante. Mais il nous suffirait, à défaut d'autres documents, de lire le discours de Smeral pour nous former une opinion.

La divergence la plus sérieuse entre nous et Smeral concerne le rôle du Parti. D'après Smeral, la bolchevisation doit être imposée au Parti par en haut. Le Parti se meut sur un plan tracé par les instances supérieures; la spontanéité de l'action des masses n'est qu'apparente. Conception tout à fait erronée, dont nous avons vu l'effet lors des événements d'octobre en Allemagne. A l'époque où tous les communistes suivaient avec la plus grande attention les événements qui se déroulaient en Allemagne, dont dépendait l'avenir du mouvement communiste allemand, et qui pouvaient avoir des conséquences décisives pour toute l'Internationale, les chefs du parti tchécoslovaque s'abstenaient d'intervenir dans la discussion de la question allemande. Peut-on admettre cette façon d'agir? Smeral dit qu'il lui était moralement difficile de prendre parti contre des personnes jouissant d'une grande autorité dans le mouvement ouvrier international. C'est humainement compréhensible. Mais cet argument est-il admissible dans la bouche d'un chef d'un grand Parti communiste?

Bolchevisme veut dire: avoir, avant tout, le courage de son opinion, prendre avec fermeté des décisions et les exécuter avec plus de fermeté encore. Les bolcheviks russes ont eu, pendant la guerre, le courage de s'élever contre les chefs autorisés de la II<sup>e</sup> Internationale. Nous n'avons nulle honte à avouer notre passé socialdémocrate. Mais nous aurions honte si nous n'avions pas su nous débarrasser des préjugés socialdémocrates et si nous hésitions aux moments où il faut de la volonté et de la promptitude dans l'action.

### La question nationale

La question nationale est la plus importante de la vie politique en Tchécoslovaquie. Nous sommes persuadés que l'Exécutif de l'I. C. se rend parfaitement compte des difficultés du Parti tchécoslovaque à résoudre ce problème. Les décisions du V<sup>e</sup> Congrès mondial dans la question nationale doivent être adaptées à la situation concrète en Tchécoslovaquie. Il faut être sot ou donner dans le piège des provocations de la bourgeoisie tchèque pour croire que les communistes ont à hâter la dissolution du jeune Etat tchécoslovaque. Personne ne fait au camarade Smeral et au C.C. du parti tchèque le reproche de ne pas considérer le mot d'ordre de « droit des nationalités à librement disposer d'elles-mêmes jusqu'à

la séparation complète » comme impliquant la nécessité de la séparation.

Lénine dit, avant la guerre, lors d'une discussion du Parti sur la question nationale, que le droit au divorce ne signifie pas la nécessité du divorce. La lutte pour le droit des nationalités pouvant aller jusqu'à la séparation a pour but de créer de telles conditions d'existence nationale pour les peuples aliénés que la nécessité d'une séparation ne s'imposerait plus. Tandis que la bourgeoisie prépare, par sa politique d'oppression nationale, le terrain aux tendances séparatistes des minorités nationales, le Parti communiste, luttant avec énergie contre toutes formes de l'oppression nationale, représente la seule force capable de réunir en un Etat différentes nationalités. L'Union Soviétique nous en fournit un exemple frappant. Voilà comment il faut comprendre les décisions du Congrès mondial ! Les camarades tchèques et, surtout, le camarade Zapotocky, qui croient que l'application des décisions du V<sup>e</sup> Congrès mondial à la Tchécoslovaquie rend nécessaire une décision spéciale du VI<sup>e</sup> Congrès, font erreur, car il n'y a pas de divergences sérieuses dans la question nationale entre l'I. C. et le Parti tchécoslovaque. Nous n'avons jamais fait un secret de ce que nous tendons à détruire l'Etat bourgeois dans sa base sociale. Mais nous n'admettrons jamais que la bourgeoisie et sa presse nous imputent des intentions que nous n'avons pas, uniquement dans le but de semer des dissensions entre communistes. Nos camarades tchécoslovaques sauront, dans l'esprit des décisions du V<sup>e</sup> Congrès mondial, démontrer aux masses que, seule, la réalisation de leur programme national, c'est-à-dire la fin de toute oppression nationale, créera les garanties d'une cohabitation fraternelle des peuples vivant sur le territoire de la Tchécoslovaquie.

Les décisions du V<sup>e</sup> Congrès mondial dans la question nationale ont une importance considérable pour l'éducation des masses laborieuses dans un esprit vraiment internationaliste, besoin qui doit particulièrement tenter le Parti communiste tchécoslovaque. C'est surtout sur cette question qu'il doit concentrer ses efforts, dans l'application des décisions du V<sup>e</sup> Congrès. Les masses laborieuses tchèques sont encore hantées par les souvenirs de l'oppression nationale dont elles furent victimes dans l'ancienne monarchie des Habsbourgs. C'est avec une grande patience et de multiples précautions qu'on doit poursuivre l'œuvre salutaire de leur éducation antinationnaliste. Dans cet ordre d'idées, nous ne considérons pas comme très heureuse la partie du discours du camarade Smeral, se rapportant à la question nationale, où il voudrait démontrer aux ouvriers tchèques de Kladno que le principe du « droit des nationalités pouvant aller jusqu'à la séparation » n'a aucune utilité pour les Hongrois de Tchécoslovaquie, le régime de Horty, en Hongrie, étant pire encore que le régime Benès-Masaryk. Nous le répétons : nous n'avons pas l'intention d'amputer la Tchécoslovaquie de ses provinces. Nous reconnaissons seulement aux minorités nationales le droit à la séparation, ce qui veut dire, en d'autres termes, le principe d'auto-disposition nationale dans le sens le plus large du mot.

Et c'est dans cet esprit d'égalité des peuples que nous devons éduquer les masses laborieuses. **Contre toute oppression nationale, pour l'égalité complète des nationalités** — voilà le sens qu'on doit donner, dans la propagande, à la formule du

« droit des nationalités jusqu'à la séparation ». C'est pourquoi le devoir des communistes tchèques, et particulièrement des ouvriers de Kladno, consiste à combattre leur propre bourgeoisie. Ce n'est pas au tsarisme russe que Karl Liebknecht s'attaquait, pendant la guerre, mais à la réaction de son pays. Il ne voulait pas être radical « aux irais d'autrui ». Je crois que la politique de Karl Liebknecht était parfaitement juste. C'était la politique internationaliste qu'il fallait à cette époque. Liebknecht le savait.

### Les devoirs du Congrès du Parti tchécoslovaque

Quelques mots sur les tâches concrètes du Parti tchécoslovaque telles qu'elles résultent de la discussion et telles que le camarade Smeral les a presque toutes passées sous silence.

Le récent Congrès des Comités d'usines tchécoslovaques a montré à quelles tâches grandioses doit suffire notre parti-frère tchécoslovaque. La classe ouvrière du pays fait preuve d'une activité croissante, le contact du Parti avec les masses devient de plus en plus intime. Les Comités d'usines peuvent être des points d'appui de la classe ouvrière dans la lutte pour le *gouvernement ouvrier et paysan*. Le gouvernement ouvrier, en Tchécoslovaquie, doit être l'objectif d'un large mouvement de masse. A cette condition seulement, il ne sera pas une « vulgaire combinaison parlementaire ». Un grand élan doit être donné à l'action des Comités d'usines.

Autre question, où le rôle des Comités d'usines est également considérable : *la lutte contre le plan Dawes*. Le prolétariat tchécoslovaque ne pourra défendre les modestes concessions qu'il avait arrachées à la bourgeoisie qu'en unissant ses efforts à ceux du prolétariat européen.

Avec le concours des Comités d'usines, le Parti doit entreprendre une campagne énergique pour *l'unité syndicale*. En Tchécoslovaquie, où le mouvement syndical est scindé, cette campagne rencontrera une résistance furieuse de la part des gens d'Amsterdam. La participation active des masses à cette campagne et la pression qu'elles exerceront, par la voie des Comités d'usines, sur la bureaucratie syndicale seront nécessaires.

Les Comités d'usines constituent également des points d'appui dans la lutte contre le *péril fasciste*. La bourgeoisie tchèque cherche à amener, par la terreur et les provocations policières, le gouvernement à mettre le Parti communiste hors la loi. La bourgeoisie possède déjà, dans les formations de *sokols*, des organisations fascistes toutes faites. Si le Parti ne veut pas capituler devant l'offensive bourgeoise, il doit aborder sans délai l'organisation de la défense contre la réaction fasciste. Malheureusement, cette question n'a pas encore été examinée avec tout le sérieux que comporte la situation. Smeral n'en a même pas parlé dans son discours. Nous espérons que le Congrès du Parti ne suivra pas cet exemple.

La lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan place le Parti devant la nécessité de trouver des formes concrètes d'organisation pour *l'alliance ouvrière et paysanne*. Il est, pour ceux qui vivent en dehors de la Tchécoslovaquie, difficile de prévoir ces formes. Nous nous contentons de nous en référer à la tactique du Parti russe avant la révolution ; il favorisera le travail d'organisation des masses paysannes, il encouragera la formation de fédérations paysannes révolutionnaires sans parti, cherchant à les garder sous son in-

fluence. L'apparition d'éléments de gauche dans les partis paysans existant en Tchécoslovaquie, indique les devoirs du Parti communiste à cet égard. Il doit tâcher de réunir et d'organiser ces éléments révolutionnaires ruraux.

Parlant de la Jeunesse, Smeral a plaisanté sur la faiblesse numérique de la Fédération des Jeunes de Tchécoslovaquie, qui réclame le droit de « bolcheviser » les adultes. Nous pensons que c'est en premier lieu sur le Parti que retombe la responsabilité de la faiblesse de la Fédération des Jeunes. La jeunesse communiste a toujours été un facteur de bolchevisation des partis. Ce

n'est pas une raison de se moquer de nos jeunes ; au contraire, notre concours moral doit leur être assuré.

Tels sont, à notre sens, les devoirs — brièvement tracés — qui doivent être envisagés par le Congrès du P. C. T. Nous sommes persuadés que le Parti accomplira ces devoirs, et nous pensons que le camarade Smeral, en dépit des omissions et des demi-omissions de son discours, ne jouera pas un rôle secondaire dans l'accomplissement de ces tâches.

D. MANOUILSKI.

## La mauvaise récolte en Allemagne et le mouvement des petits paysans

### La mauvaise récolte

Les perspectives de la récolte pour l'année 1924 étaient excellentes. Mais une violente tempête éclata qui dévasta les régions de l'Allemagne du Sud et de l'Allemagne centrale. Au milieu du mois de septembre, des nouvelles alarmantes parvinrent des différentes parties de l'Allemagne. La commission officielle qui visita la Prusse à la fin du mois de septembre a constaté que, dans les régions touchées par l'orage, 50 à 80 % de la récolte ont été anéantis.

Les régions de l'Allemagne du Sud, de l'Ouest et de l'Allemagne centrale sont peuplées surtout de petits paysans. Les petits paysans allemands, par suite de la crise agraire de 1923-1924 et surtout des lourds impôts qui pesaient sur eux (les petits paysans qui possèdent de 10 à 30 hectares de terre paient en moyenne 4 à 6 fois plus d'impôt par hectare que le grand propriétaire foncier) étaient déjà au seuil de la ruine. Dès le printemps dernier, les percepteurs prussiens avaient procédé à des ventes forcées contre les paysans qui n'avaient pas payé leurs impôts et en Bavière, dans les duchés de Bade, de Wurtemberg, de Hesse, dans la Thuringe, un grand nombre de petits paysans avaient dû longtemps avant la récolte hypothéquer leur blé pour pouvoir procéder aux dépenses les plus indispensables. Après une période de pluies continuelles, qui dura six semaines, ces petits paysans se trouvèrent littéralement acculés à la ruine.

Il est impossible, même aujourd'hui, de se rendre compte des véritables dimensions de la catastrophe. Les autorités se sont efforcées de les dissimuler. Les organisations de paysans riches, telles que l'Association Agricole et l'Association Allemande des Paysans, se sont tardivement mises en action et ont donné des chiffres exagérés dans des buts politiques. Presque toutes les contrées de l'Allemagne sont touchées. En outre, un certain nombre de régions de la Prusse orientale sont inondées.

Le tableau que présentaient les champs était véritablement effrayant. Le blé qui était déjà coupé pourrissait dans les champs. La moitié environ de la récolte a été ainsi anéantie. La récolte de pommes de terre a été également très endommagée. On n'exagère pas quand on affirme qu'au moins 2 à 3 millions de petites et moyennes exploitations paysannes comprenant une po-

pulation d'environ 10 millions de personnes seront livrées à la ruine et à la famine, si l'on ne vient pas rapidement à leur secours.

### Cherté des vivres et famine

Naturellement cette mauvaise récolte, en liaison avec les mauvaises perspectives de la récolte mondiale ont déterminé une forte hausse sur le marché. Tandis que, jusqu'au mois de juillet 1924, les prix des céréales et de la viande en Allemagne étaient considérablement au-dessous des prix du marché mondial, ils sont aujourd'hui, malgré la hausse du marché mondial, considérablement plus élevés. Au début de juillet, la tonne de froment coûtait à Berlin 139 marks, la tonne de seigle 127 marks ; à la fin du mois de septembre, la tonne de froment coûtait 246 marks et la tonne de seigle 244. Le prix du seigle s'est donc élevé plus rapidement que celui du froment. Les prix de la viande et du bétail ainsi que ceux du lait, des œufs et du beurre ont naturellement augmenté dans des proportions correspondantes.

Dans le petit commerce, cette hausse des prix des céréales ne s'est pas encore complètement fait sentir par le fait que les grands moulins avaient des réserves considérables de céréales et que le gouvernement exerce sur les boulangers une pression pour atténuer l'excitation que produit la hausse parmi la population laborieuse. Naturellement ces tentatives de maintenir à un niveau bas le prix du pain sont condamnées à l'échec et les boulangers y remédient en diminuant le poids du pain. Des décisions en ce sens ont déjà été prises par les boulangeries dans un certain nombre de localités.

Mais cette hausse considérable du prix des céréales n'est pas due seulement à la mauvaise récolte. Depuis l'hiver dernier, les grandes organisations des agrariens demandent continuellement des tarifs de protection et le rétablissement de la liberté d'exportation de produits agricoles. Par de longues statistiques, ils s'efforcent de démontrer que les prix des céréales et du bétail en Allemagne sont considérablement inférieurs aux prix du marché mondial et que par contre les prix des produits industriels sont considérablement au-dessus des prix du marché mondial.

Dans des centaines de résolutions et d'assemblées de protestation ils ont déclaré qu'ils ne pourraient rendre leurs exploitations de nouveau rentables que grâce à des tarifs de protection

douanière, ainsi que grâce à la liberté d'exportation des produits agricoles et au système déjà employé avant la guerre des permis d'importation libres de toute taxe douanière. Ils ont menacé ouvertement de procéder à l'extension de leurs exploitations, de mettre leurs terres en friche et de transformer leurs champs en forêts et de passer à l'élevage des moutons.

Ils s'appuient sur l'exemple de la grande industrie qui, grâce à l'aide des social-démocrates, a évité depuis 1922 de tarifs de protection. Les agrariens ont très bien su gagner les petits paysans pour ces revendications. En ce qui concerne les masses de la petite bourgeoisie citadine et les intellectuels, ils lancent le vieux mot d'ordre de la nation qui se nourrit elle-même. Ce n'est ainsi, déclarent-ils, que le peuple allemand pourra se libérer du joug de l'étranger, obtenir une balance commerciale active et entrer dans la voie du relèvement économique.

Après quelques hésitations, les associations industrielles et le congrès allemand du commerce et de l'industrie se sont inclinés devant les exigences des agrariens. Même la social-démocratie, qui au début se déclarait adversaire acharné des tarifs de protection douanière, a commencé à modifier peu à peu sa position. Un certain nombre de ses représentants, tels Cohen, membre du conseil économique du Reich, se sont déclarés en faveur des tarifs de protection douanière et au sein de la commission du Landtag prussien, Heilmann a parlé contre les droits sur les blés, mais pour les droits sur la viande.

L'exemple de la social-démocratie autrichienne qui s'est prononcée en faveur d'une échelle de tarifs douaniers, a été défendu expressément dans *Vorwaerts*. Aujourd'hui, la social-démocratie est favorable aux tarifs de protection douanière comme base des traités commerciaux. Elle a tout simplement repris les arguments des partis libéraux bourgeois.

Dès le début du mois de juillet dernier, le gouvernement a cédé aux revendications des agrariens et a permis les exportations de céréales. S'appuyant sur cette liberté d'exportations et dans l'attente des tarifs de protection douanière, la spéculation s'est jetée sur les réserves de céréales de la dernière récolte et les a déjà transférées en partie à l'étranger. Etant donné que la récolte de cette année est à moitié détruite, il faudra procéder à des importations de blé en quantité formidable. Malgré cela, la campagne en faveur des tarifs de protection douanière continue.

Et plus les perspectives de la récolte apparaissent comme mauvaises, plus la spéculation fait rage. Des nouvelles alarmantes sont couramment publiées dans la presse concernant la récolte au Canada et en Argentine, ainsi qu'en Russie. Les masses laborieuses des villes sont par suite de la mauvaise récolte mondiale et par suite des percussions du plan Dawes menacées pour l'avenir prochain d'une terrible famine.

## Le mouvement des petits paysans

À la fin du mois d'août dernier, le président de l'Association des cultivateurs, Ernst Putz, organisation de petits paysans préconisant l'alliance des ouvriers et des paysans et adhérant au Conseil international des paysans de Moscou, invita un certain nombre de paysans et de maires de villages de la région à se rendre chez lui

pour discuter sur la situation et les mesures à prendre en vue de venir au secours des cultivateurs. Son invitation rencontra un accueil extraordinairement favorable. A la place des 40 invités se rendirent chez lui cent délégués de 28 villages, dont un grand nombre de maires et même des membres de la Chambre paysanne du district. L'assemblée décidait à l'unanimité d'adresser un appel aux paysans de la région, comprenant les sept revendications suivantes :

1° Evaluation immédiate des dommages causés par l'orage au moyen de commissions spéciales de cultivateurs ;

2° Livraison aux communes endommagées de quantités suffisantes de semences et d'engrais à bon marché ;

3° Allocation de crédits suffisants à 4 % d'intérêt à tous les petits paysans, conformément aux dommages subis par eux ;

4° Remise de l'impôt sur le chiffre d'affaires ainsi que des impôts fonciers, et diminution des impôts sur le capital et sur le revenu ;

5° Délai pour tous les autres impôts et taxes ;

6° Diminution ou remise des arrérages pour toutes les terres appartenant à l'Etat, en proportion des dommages subis ;

7° Organisation de travaux dans les forêts appartenant à l'Etat : livraison des branches mortes et du bois de combustible des forêts de l'Etat.

De même, l'assemblée adopta à l'unanimité la décision de convoquer un congrès des paysans de la région pour le 14 septembre suivant à Gersfeld.

Cette région est à la limite de laavière, de la Thuringe et de la Prusse. C'est une des régions les plus pauvres de l'Allemagne. Déjà, pendant la guerre, elle importait des céréales. Il n'existe pas de grosses propriétés agricoles et c'est pour cela que les grandes organisations agricoles et que le gouvernement jusqu'à présent ne s'en sont pas souciés. Le mécontentement des paysans s'est manifesté clairement au cours de la discussion.

L'appel des paysans de la région de Rhœn fut publié dans tous les journaux de la région et répandu en tracts dans 200 localités. Aussitôt les vieilles organisations de paysans se réveillèrent et commencèrent une violente campagne contre le congrès paysan de Gersfeld. Ce congrès fut dénoncé comme une manœuvre communiste et l'on somma les paysans de remettre leur sort au gouvernement, aux chambres agraires et aux organisations paysannes.

On organisa pour le même jour une contre-manifestation à Brückenau. Le gouvernement bavarois envoya des fonctionnaires de la police et 12 hommes de la Reichswehr pour découvrir le complot communiste et procéder à l'arrestation d'Ernst Putz, le président de l'Association des paysans travailleurs. En même temps, le gouvernement bavarois proposa au ministre prussien de l'Intérieur, le social-démocrate Severing, d'interdire le congrès de Gersfeld.

Bien entendu, le social-démocrate Severing obéit immédiatement à l'ordre du gouvernement fasciste bavarois. Le conseil municipal de Gersfeld reçut l'ordre d'empêcher le congrès à tout prix. Ce dernier interdit en effet à tous les hôteliers de mettre leur salle à la disposition des congressistes, et mobilisa une quantité considérable de policiers.

Malgré tous ces efforts, 500 délégués paysans nommés dans des assemblées communales se rendirent à Gersfeld où on leur fit connaître les mesures du ministre prussien. « Et si même c'était

une assemblée communiste, pourquoi n'aurions-nous pas le droit d'entendre les communistes ? », déclarèrent les paysans. Et ils demandèrent la tenue du congrès pour un autre jour et dans une autre localité. C'est ainsi que, malgré toutes les mesures de la police, il fut possible de discuter avec les paysans et de décider d'adresser à tous les petits paysans allemands un appel signé par 50 délégués.

### Les conséquences du Congrès de Gersfeld

Le congrès de Gersfeld fut un signal. Dans les différentes régions de l'Allemagne, les petits paysans commencèrent à se remuer et à demander ce que le gouvernement se proposait de faire pour leur venir en aide. Le gouvernement de la principauté d'Anhalt adopta les sept revendications du congrès de Gersfeld en spécifiant que l'exécution de ces revendications ne soit pas remise au comité des paysans élus. Cela indique nettement qu'il s'agit là d'une manœuvre pour tranquiliser les paysans.

De même, la Chambre agricole de Hesse adopta les revendications de Gersfeld, tout en demandant que les grandes exploitations puissent jouir également des faveurs réclamées par les petits paysans.

Au sein de l'Association agricole de Thuringe, une violente discussion s'engagea au sujet de l'adoption des revendications au congrès de Gersfeld. Mais, en fin de compte, l'Association les repoussa.

Le parti populiste bavarois se vit obligé de formuler le vœu que le gouvernement bavarois prenne des mesures en vue de venir en aide aux paysans. Mais ne déposa pas de proposition en ce sens.

Le gouvernement prussien nomma une commission pour visiter les régions endommagées et accorda 15 millions de marks en vue de venir en aide aux paysans et promit d'accorder 25 autres millions. Mais, étant donné que la Commission elle-même évalue les dommages à 100 ou 300 millions de marks, cette mesure n'est qu'une goutte d'eau dans la mer. Le ministre des Finances s'est vu obligé d'accorder certaines remises d'impôts.

Seul le Parti Communiste s'est placé nettement derrière les sept revendications du Congrès de Gersfeld, en demandant à ses fractions au Reichstag, au Landtag prussien, en Bavière, en Thuringe, etc., de déposer des propositions en ce sens. Le cartel syndical de Gotha, dirigé par des communistes, et celui de Remscheid ont incorporé les revendications des petits paysans dans leur appel aux masses laborieuses.

De même, en Silésie, les petits paysans se sont vus obligés d'entrer en contact avec le prolétariat révolutionnaire. Un certain nombre de paysans du district de Treblitz ont adressé un appel à la fraction communiste du Landtag et du Reichstag en élevant une protestation contre les lourds impôts qui pèsent sur eux.

En Prusse Orientale, les paysans sont à peu près ruinés par suite de l'inondation. Une assemblée convoquée par l'Association des cultivateurs (section du Conseil paysan international de Moscou), a été convoquée. Plusieurs milliers d'assistants y étaient présents, et parmi eux deux cents ont immédiatement donné leur adhésion à l'Association des paysans travailleurs. Les paysans

ont décidé d'envoyer une délégation au gouvernement.

Dans l'Allemagne du Sud et de l'Ouest, les symptômes d'un mouvement de paysans indépendants et sympathisant avec la classe ouvrière se multiplient de jour en jour. L'Association des petits paysans et des fermiers de Bade mène une lutte énergique contre les droits de protection douanière et organise un congrès à Fribourg-en-Brisgau. Dans le duché de Hesse, les paysans se montrent de plus en plus favorables à une alliance avec la classe ouvrière et à une lutte en commun contre la cherté de la vie, contre l'usure et les droits de protection douanière. La communauté de travail des cultivateurs, qui groupe un certain nombre d'associations de petits paysans, a dressé un appel à toutes les organisations de petits paysans de l'Allemagne en vue d'une conférence nationale.

En interdisant le Congrès de Gersfeld et en réprimant le mouvement des paysans, les classes dominantes de l'Allemagne ont montré quelle importance elles attachent à ce mouvement. Jusqu'ici les millions de paysans travailleurs de l'Allemagne étaient le pivot de la contre-révolution capitaliste et féodale. Les jeunes paysans étaient employés à réprimer la révolution prolétarienne, sous la direction de la jeunesse dorée de la bourgeoisie et de la noblesse.

Mais la scission commencée entre les petits paysans et les partis bourgeois, le groupement des petits paysans en organisations indépendantes sur le terrain de l'alliance avec la classe ouvrière constituent une immense danger pour l'ordre social capitaliste. Malgré toutes les repréailles et toutes les promesses, le gouvernement qui a signé le pacte de Londres ne sera pas en mesure de réprimer le mouvement des larges masses paysannes.

Les petits paysans se rendent compte de plus en plus clairement que ce ne sont pas seulement les forces de la nature qui décident de leur sort, mais que le système capitaliste et la domination des gros propriétaires fonciers sont responsables de leur misère. Ils se rendent compte de la nécessité de s'organiser sur la base de leurs intérêts de classe, et de rechercher un allié sûr dans la lutte pour le pouvoir.

C'est la tâche du prolétariat révolutionnaire et de son guide, le Parti Communiste, d'utiliser cette situation et de gagner les petits paysans pour la lutte contre la diminution des salaires et les répercussions du pacte de Londres, contre la hausse du coût de la vie, contre l'usure, le poids des impôts, etc. Le prolétariat révolutionnaire allemand doit entendre le cri d'appel des petits paysans et leur prouver par des actes que, seul, le prolétariat est leur ami véritable et que, seule, la dictature du prolétariat garantira aux petits paysans le droit à l'existence.

GEORGI.

*On a objecté qu'avec l'abolition de la propriété privée toute activité cesserait, qu'une paresse générale s'emparerait du monde.*

*Si cela était, il y a beau temps que la société bourgeoise aurait succombé à la famine, puisque ceux qui y travaillent ne gagnent pas et que ceux qui y gagnent ne travaillent pas.*

KARL MARX.

## M. Branting au Pouvoir

Le leader du parti conservateur suédois, Trueger, disait pendant la campagne électorale que même au cas où les social-démocrates obtiendraient une majorité parlementaire, un gouvernement de partisans de la lutte de classe ne serait pas possible. Les social-démocrates suédois n'ont pas obtenu la majorité au Storting, mais 104 voix sur 240. La situation parlementaire n'est pas telle que les partis bourgeois fussent malgré ce succès leur donner le pouvoir. Si même les 5 députés communistes du Storting consentaient à appuyer le parti social-démocrate — ce qu'ils ne feraient, certes pas, sans conditions — celui-ci ne disposerait encore que de 109 voix. La situation parlementaire ressemble donc fort à celle de la dernière Chambre des Communes anglaise. Comme Macdonald, M. Branting ne pourra gouverner qu'avec l'appui de la gauche bourgeoise.

Pourquoi la Suède a-t-elle dans ces conditions un ministère socialiste ? D'abord parce que les conservateurs d'extrême droite ne se sentent pas encore assez forts. Ensuite parce que les conflits entre le capital et le travail sont sur le point d'entrer dans une phase aiguë : 80.000 ouvriers arrivent à l'expiration de leurs contrats de travail. Enfin parce que l'exemple du gouvernement socialiste du Danemark est des plus encourageants. Ce gouvernement présidé par M. Stauning pro-

voque bien l'indignation de divers organes de la presse bourgeoise internationale par son projet de désarmement du pays. Mais, partisan du désarmement en politique étrangère, il n'en est pas partisan du tout dans sa politique intérieure et vient de procéder à une réforme de la police des plus contraires aux intérêts de la classe ouvrière.

Pendant la campagne électorale le parti conservateur suédois défendit un programme d'armement combattu par les partis bourgeois de gauche, les social-démocrates et les communistes. Cette opposition obtint 1.200.000 voix contre 600.000 attribuées aux conservateurs. Ceux-ci ne pouvaient donc pas gouverner — et réaliser leur programme — dans les cadres de la démocratie. Ils espèrent que l'opportunisme socialiste au pouvoir se compromettra. Le socialisme de Branting est d'ailleurs d'une tonalité rose si flatteuse à l'œil du patronat qu'à la dernière conférence de l'Office International du Travail de la Société des Nations, à Genève, M. Branting fut porté à l'unanimité à la présidence du bureau. Les délégués patronaux et gouvernementaux avaient pris part au vote. Le citoyen Branting, gros personnage de la Société des Nations, jouit de vives sympathies dans certains milieux patronaux suédois.

A. HANSEN.

## CHRONIQUE DES CELLULES

### Rapport du Rayon d'Ivry

Ivry est purement industriel ; les multiples industries sont surtout groupées dans le quartier du port. Les usines métallurgiques sont les plus nombreuses. Ensuite viennent, par ordre d'importance, les usines d'alimentation, d'appareillage électrique, de caoutchouc, des produits chimiques, de la céramique et diverses administrations (T.C.R.P., hospices, usines des Eaux, société fermière T.I.R.U.).

Le nombre des travailleurs employés dans ces entreprises peut être évalué à un chiffre minimum de 30.000, dont 40 % de femmes et environ 1.500 Algériens. Sur ce nombre, 50 % habitent les localités voisines et la grande banlieue. La majorité des travailleurs habitant Ivry, les éléments les plus actifs surtout, travaillent à Paris.

Sauf quelques exceptions, la plupart des usines métallurgiques ne semblent pas travailler à plein rendement, et le chiffre d'ouvriers qu'elles emploient est nettement inférieur à celui d'avant la guerre.

Dans toutes les entreprises, les lois sociales sont plus ou moins bien appliquées, la loi de huit heures en particulier. Dans leur ensemble, les salaires sont inférieurs à la moyenne de la région parisienne.

Le mouvement syndical n'existe pas ; les quelques administrations mises à part, tout au plus pourrait-on compter plusieurs centaines de syndiqués.

Ces brèves indications donnent une idée exacte des conditions dans lesquelles se trouvent les usines du Rayon, des difficultés que rencontrent les cellules dans leur travail et la nécessité d'amplifier notre propagande pour toucher cette grande masse amorphe et inorganisée. Le travail commencé par nos cellules, il nous faut l'appui du centre pour mener à bien notre besogne.

Au 1<sup>er</sup> septembre, aucune Cellule n'existait à Ivry. C'est vers le 5 septembre que furent formées les cellules T.C.R.P. et United. Vers la mi-septembre, munis de renseignements fournis par le bureau fédéral, nous avons commencé à former les cellules. Au lendemain du Conseil fédéral, sept cellules existaient et un Comité de Rayon fut formé.

Maintenant treize cellules fonctionnent. Le Comité de Rayon provisoire est formé d'un délégué de chaque cellule plus un délégué des jeunes. Si pour le commencement du travail d'organisation nous avons jugé utile de former de cette manière le Comité de Rayon nous envisageons pour

cette semaine la réorganisation définitive du Comité de Rayon. Sur la proposition de la commission d'organisation du Rayon, nous allons convoquer une assemblée générale et procéder à la nomination d'un Comité de 7 membres et des principales commissions.

## Travail du Comité de Rayon

Jusqu'ici le travail du Comité de Rayon fut surtout un travail d'organisation et de recrutement. Quelques commissions de travail furent formées, mais malgré la bonne volonté des camarades, et par suite du trouble apporté par la transformation du Parti, ne firent aucun travail effectif.

Les réunions de propagande furent organisées dans huit usines. D'autres réunions devaient être organisées de manière à toucher toutes les usines, mais par suite des difficultés d'obtenir des orateurs du centre, de notre faiblesse de militants pour l'organisation des réunions, nous avons pour le moment arrêté notre série de réunions. Une des causes, peut-être la principale, de cet arrêt fut l'insuffisance et l'incompréhension des orateurs envoyés par le Centre. Certes, les camarades envoyés furent de bonne volonté et de brillants orateurs, mais ne surent pas tenir un langage approprié à des ouvriers sortant de leur travail. Ce qui est nécessaire pour ce genre de réunions, ce n'est pas des conseillers généraux ou des députés, mais des ouvriers n'ayant pas encore quitté l'usine ou ayant encore un contact étroit avec elle. Nous savons qu'il est assez difficile d'avoir des orateurs pour ces heures, c'est pourquoi nous ne tenons aucun grief au centre à ce sujet. Dans leur ensemble les camarades envoyés par les Jeunesses surent mieux se mettre à la portée de leurs auditeurs que ceux envoyés par la Fédération.

Il aurait été nécessaire que le Comité de Rayon puisse organiser la visite des cellules, mais le nombre restreint de militants disponibles aux heures de réunions nous en a empêché ; seules les cellules les moins actives furent visitées régulièrement.

Le Comité de Section ayant décidé, dès la formation du Comité de Rayon, de remettre à celui-ci la direction de la section locale, nous avons dû nous occuper du travail local.

Par la suite, le 11 octobre, la section réunie en

assemblée générale décidait sa dissolution à l'unanimité, la plupart des camarades étant incorporés dans les cellules.

Pour le travail local, nous avons provisoirement créé les commissions de la section telles qu'elles existaient, le Comité de Rayon les contrôlant étroitement.

Tous les camarades isolés ont été rattachés aux cellules correspondant le mieux à leurs heures de sortie. Pour les camarades isolés habitant notre localité, nous avons eu soin de les affecter d'après leur lieu de travail et non d'après leur domicile tout en évitant qu'ils puissent se trouver en majorité dans une cellule.

En ce qui concerne le travail intérieur des cellules, il a été peu considérable jusqu'ici. Les cellules ont surtout porté leur activité sur un travail d'organisation et de recrutement. Mais des maintenant, toutes se mettent à aborder les tâches politiques qui leur incombent. Il est à remarquer que la plupart des camarades sont enthousiasmés de la nouvelle structure du Parti et déploient une activité qu'ils n'avaient jamais eu dans leur section.

Les adhésions sont assez nombreuses, une trentaine dès maintenant, d'autres, également nombreuses, sont en perspective. Beaucoup de sympathisants nous ont promis d'adhérer dès que les cellules fonctionneraient normalement.

Jusqu'à maintenant, nous groupons environ 150 membres dans nos cellules, deux cellules seulement sont composées de cinq membres.

Etant donné que nous avons 13 cellules seulement dans notre rayon, où il y a un nombre si important d'usines, un gros travail reste à faire. Si le centre veut nous aider et suppléer à notre faiblesse en militants, nous pourrions certainement arriver à doubler le nombre des cellules existantes.

Il serait de toute nécessité d'envisager la création de cours marxistes élémentaires dans notre rayon, car si les camarades développent une grande activité, très peu ont le sens politique que devrait avoir tout communiste.

Un rapport un peu plus précis et un peu moins décousu que celui-ci vous sera fourni tous les mois par le rayon.

Lvy, le 26 octobre 1924.

LE SECRETAIRE PROVISOIRE DU RAYON.

## RAPPORT

### du secrétaire de la cellule des Galeries Lafayette

#### I. — Organisation

L'expérience de notre Cellule a prouvé que l'activité du bureau revêt, dans la période de formation, une importance toute spéciale. Il est nécessaire que les camarades composant le bureau se rencontrent, en dehors des réunions régulières, le plus souvent possible. Un quart d'heure par jour ou tous les deux jours est suffisant pour assurer la liaison et pour permettre au secrétaire de ne prendre aucune décision sans en avoir saisi le bureau.

Il est urgent, à ce point de vue, de créer rapidement un groupe de travail dans chaque annexe.

Le bureau de la Cellule se réunit à date et lieu déterminé, et tous les secrétaires de groupes de travail ont la possibilité de se concerter à tout instant sur le lieu du travail.

Néanmoins, il est bon d'envisager, dès maintenant, la constitution d'un Comité de Cellule de sept membres, comprenant :

Un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier et quatre délégués, dont : un à la propagande générale, un au journal, un à l'éducation, un à la propagande syndicale.

Le secrétaire est chargé de la direction politique

de la Cellule et le secrétaire adjoint de sa direction administrative.

Le camarade délégué à la rédaction du journal remplit les fonctions de correspondant ouvrier à l'*Humanité*.

Le délégué des organisations centrales assiste aux réunions du Comité de Cellule.

Le secrétaire assure la liaison avec le Rayon et la Fédération.

La Cellule se réunit trois fois par mois : le premier et le troisième mercredi, en séance ordinaire, et le deuxième samedi (ou le deuxième dimanche), en assemblée plénière.

Plusieurs camarades n'assistant pas régulièrement à nos réunions, il faudra envisager les moyens susceptibles de remédier à cet état de choses, qui est très grave.

Il ne paraît pas encore nécessaire de constituer des commissions.

Dans le plus bref délai, il devra être constitué une Cellule de Jeunes.

## II. — Recrutement

La Cellule compte 51 membres. Il faut atteindre le chiffre de 100 adhérents le 15 décembre, ce qui permettra l'organisation sérieuse des Cellules sœurs.

Chaque camarade aura à cœur de décider un sympathisant à rejoindre le Parti.

Nous devons particulièrement nous attacher à recruter des adhérents parmi les ouvriers (chauffeurs, tailleurs, mécaniciens, les garçons et les femmes travaillant à la Société Parisienne de Confection).

## III. — Propagande

La question de la propagande est intimement liée à celle de l'organisation de la Cellule.

Après l'action personnelle, notre journal, *Le Caducif Rouge*, paraissant tous les mois, sera le meilleur des agents de propagande.

La distribution pourrait être assurée aux salles à manger, par les camarades de la Cellule qui n'appartiennent pas aux Galeries Lafayette.

Un tirage de 300 exemplaires serait à prévoir : 8.000 employés et ouvriers déjeunant à la maison.

Les papillons, judicieusement rédigés, seront d'un excellent rendement. La Cellule devra, continuellement, s'attacher à souligner, par ce moyen, chaque événement, petit ou grand, susceptible d'intéresser la masse des travailleurs des Galeries Lafayette.

Le matériel du centre d'organisation sera évidemment utilisé d'une façon permanente (distribution de tracts à la sortie des bureaux, affichage à l'intérieur des locaux, etc.).

Les réunions de sympathisants devront être nombreuses et préparées avec soin par une petite campagne très active, limitée à un service ou à un groupe de services. Elles ne toucheront qu'une catégorie d'ouvriers ou d'employés à la fois, et l'on cherchera moins le nombre des assistants que la possibilité de décider les camarades dont on connaît déjà la sincérité à donner une adhésion réfléchie au Parti.

La presse du Parti (*Humanité*, *Vie Ouvrière*, *Bulletin Communiste*, *Aube Sociale*) sera distribuée régulièrement aux sympathisants.

## IV. — Education

L'éducation du niveau intellectuel des membres du Parti ne pourra être réalisée que si chacun veut s'éduquer et apporter à cette tâche tous ses soins. Chaque communiste devra être un propa-

gandiste ; il faut qu'il puisse répondre à nos adversaires et démontrer à son camarade de bureau ou d'atelier la nécessité de s'organiser politiquement au sein du Parti Communiste.

La Cellule étudiera donc les ouvrages et documents susceptibles, en développant l'esprit révolutionnaire, de fortifier notre conception marxiste et d'accomplir notre tactique.

L'assemblée plénière comportera toujours la discussion d'une grande question intéressant la vie du Parti et de l'Internationale Communiste.

L'assemblée de novembre pourrait mettre à l'étude la question du plan Dawes et l'unité syndicale.

## V. — Travail syndical

Le noyau syndical, doit être soutenu par la Cellule de façon directe et active.

Dès maintenant, il faut songer à la création du Conseil de Magasin. Nous ne pouvons envisager ce Conseil qu'à la condition de posséder une section syndicale forte et homogène dans laquelle nous aurons étendu notre influence.

Il est indispensable d'atteindre, le 1<sup>er</sup> janvier 1925, le chiffre de 250 syndiqués.

La Cellule a tout intérêt à ce que ses membres soient inscrits au même syndicat, qui, logiquement, doit être le syndicat des Employés.

L'éparpillement dans plusieurs syndicats (comptables, habillement, métaux, cnauffeurs, etc.) ne peut que nuire à l'unité de l'action au sein de l'entreprise.

## VI. — Centuries

Ce mot d'ordre est tout particulièrement important. Je me tiens à la disposition des camarades qui auraient des renseignements à demander sur cette question, qui ne peut être discutée publiquement.

## VII. — Organisation centrale

Le 13<sup>e</sup> rayon, duquel nous dépendons, sera constitué bientôt.

Je rappelle que toutes les communications adressées aux organisations centrales et à la presse du Parti devront être soumises, préalablement, au bureau de la Cellule.

## VIII. Conclusion

La Cellule a le droit de se féliciter du travail accompli. Elle voit mieux, sûre de son expérience, les difficultés de sa tâche, et, d'autre part, elle discerne avec plus de netteté la voie qu'elle doit parcourir.

En s'organisant fortement, en se disciplinant et en s'éduquant, elle grandira et se fortifiera.

Chaque camarade comprendra que son devoir est de lutter de toutes ses forces, de tout son cœur pour faire de sa Cellule une organisation vivante, possédant la confiance des travailleurs et capable, dans la conjoncture révolutionnaire, de conduire l'entreprise à la victoire prolétarienne.

La Cellule des Galeries Lafayette sera une véritable Cellule bolcheviste.

Le 18 octobre 1924.

Le Secrétaire.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gerant : R. BELLANGER.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur